



Comprendre les Canaux de Transfert d'Argent en République Démocratique du Congo (RDC)

29 May 2018



Target SARL
Boulevard Du 30 Juin, Kinshasa
Democratic Republic of the Congo
T: +243 810 451 052
www.target-sarl.cd/en



DNA Economics
1122 Burnett Street, Pretoria
South Africa
T: +27 (0)12 362 0024
www.dnaeconomics.com

TABLE DE MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	II
LISTE DES GRAPHIQUES	III
1. INTRODUCTION.....	19
1.1.1 La recherche primaire	21
1.1.2 Les choix des pays pour l'étude.....	22
1.1.3 Les Limites.....	23
2. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE	25
2.1 Régulations sur les messageries financières	25
3. LES DYNAMIQUES DU MARCHE DES TRANSFERT	29
3.4 Recherche préliminaire – Les modes de transfert	38
5.1 Angola	69
5.2 Belgique	70
5.3 Burundi	70
5.4 Canada.....	71
5.5 Congo-Brazzaville	71
5.6 France	72
5.7 Rwanda	72
5.8 Afrique du Sud	73
5.9 Etats-Unis	74
5.10 Résumé sur l'estimation de la taille du marché	74
7. BIBLIOGRAPHIE.....	78
8. APPENDIX 1: PRIX DES TRASFERT CHEZ LES MESSAGERIES FINANCIERES ET LES BANQUES PAR TRANCHES HOR MIS LE COUT DU TAUX DE TAUX DE CHANGE.....	82

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 14: les populations de la RDC en difficultés dans les pays d’asiles, 2013-2017.....	15
Tableau 16: La taille estimée de la population émigrée de la RDC dans les neuf pays d’intérêt.....	17
Tableau 17: Les transferts de la RDC vers les neuf destinations des migrants	18
Tableau 1: Nombre d’interviews menées.....	22
Tableau 2: Montant envoyé par les immigrants de la RDC en 2011, Pays – Bas.....	47
Tableau 3: Les modèles de Messagerie Financière, les immigrants de la RDC dans les Pays – Bas	47
Tableau 4: Montants transférés lors du dernier transfert par les migrants Congolais.....	48
Tableau 5: Migrants ayant effectué les transferts en cash vers les ménages à Kinshasa par fréquence	48
Tableau 6: Montant d’argent transféré chaque fois et fréquence de transfert par les immigrants de la RDC à Cape Town.....	49
Tableau 7: Migrants ayant fait des transferts en cash vers les ménages à Kinshasa par la méthode d’envoi	Error! Bookmark not defined.
Tableau 8: Usage des méthodes de transferts par les Congolaise au Pays – Bas.....	51
Tableau 9: Canaux utilisés pour les biens et les transferts en cash, immigrants en Cape Town	51
Tableau 10: Migrants de la RDC à Cape Town, types de documentation	52
Tableau 11: Statut des migrants congolais travailleurs à Pretoria, Afrique du Sud.....	53
Tableau 12: Top 20 des pays par taille de la population immigrée de la RDC, le total et les populations concernées, 2017.....	57
Tableau 13: Les quatre approches quadrantes pour l’analyse des populations immigrées.....	58
Tableau 14: Les populations concernées de la RDC dans les pays d’asile, 2013-2017.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau 15: Distribution d’immigrants congolais des ménages de Kinshasa par sexe et continent de résidence.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau 16: Taille estimée de la population immigrée de la RDC dans les neuf pays d’intérêt	68
Tableau 17: Transferts de la RDC vers les neuf destinations d’immigrants	75
Tableau 18: Transferts Internationaux dans la RDC par les agents de transfert d’argent agréés (“Messageries Financières”)	76
Tableau 19: Tarrification de Western Union en USD.....	82

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Notoriété des agences de transfert	Error! Bookmark not defined.
Graphique 2: Coût moyen d'un transfert US\$200/€140, pays de G20 et Belgique – RDC.....	37
Graphique 3: Pratiques d'envoi et de réception d'argent en RDC.....	38
Graphique 4: Montants envoyés par les voies formelles/informelles	39
Graphique 5: Montants reçus via les canaux formels/informels	39
Graphique 6: Pratiques au sein de la Diaspora Congolaise par pays	40
Graphique 7: Pratiques au sein des étrangers vivant en RDC	40
Graphique 8: Description des pratiques formelles	41
Graphique 9: Saisonnalité dans les modèles de transfert	42
Graphique 10: Description des pratiques informelles	43
Graphique 11: Total des transferts par pays de naissance, migrants africains dans l'OCDE	46

RESUME DE L'ETUDE

La République Démocratique du Congo (RDC) a une longue histoire des flux migratoires, et sur le plan historique les flux de et vers l'Europe ont été d'une importance particulière. Cependant, les bouleversements politiques et économiques substantiels des années 1990 et au-delà ont été associés à des changements majeurs sur le mode de l'immigration Congolaise. Le nombre d'immigrés Congolais s'est accru, et le nombre des sans-papiers était croissant, jusqu'à devenir moins susceptible de revenir en RDC,¹ et ceux – ci ont commencé à voyager vers plusieurs destinations internationales. Respectivement l'Europe et l'Afrique, la France et l'Afrique du Sud sont devenues de plus en plus des pays de destinations populaires.² Alors que les Congolais les plus instruits et fortunés sont encore plus susceptibles d'immigrer, depuis que la pression politique des années 1990 a fait que les immigrés viennent de plus en plus de toutes les classes sociales.³

À la lumière de ces divers flux migratoires, ce rapport a cherché à obtenir une compréhension des couloirs de transfert général majeur de la RDC, incluant la rupture entre les canaux formels et informels, la valeur des fonds envoyés et reçus, l'environnement réglementaire, ainsi que le marché des messageries financières. Les informations et les données ont été obtenues à travers la lecture d'une recherche existante sur l'immigration en RDC et les modes de transfert, en plus des interviews de recherche primaire avec ceux qui envoient et reçoivent de l'argent par le biais des messageries financières locales, la diaspora Congolaise (en Belgique, en France, aux USA, au Canada, en Chine, en Inde, en Afrique du Sud et en Angola), et les étrangers vivant en RDC.

L'environnement réglementaire

Alors que certains aspects de l'environnement réglementaire pour les messageries financières en RDC se sont révélés assez permissifs (avec, comme par exemple les institutions de microfinance qui se sont permises d'offrir les services de transfert, ce qui est assez rare dans la région), d'autres aspects du cadre réglementaire sont susceptibles d'augmenter les barrières pour la formalisation de l'industrie. Dans le but d'obtenir une licence de Catégorie B pour effectuer les transferts internationaux, les opérateurs doivent offrir les services de transfert comme étant leur activité

¹ (Flahaux, Schoumaker, Gonzalez-Ferrer, & Baizan, 2013, p. 5)

² (Schoumaker & Flahaux, Changing patterns of Congolese migration, 2013, p. 5)

³ (Flahaux, Schoumaker, Gonzalez-Ferrer, & Baizan, 2013, p. 6)

principale, qui limite leurs capacités à procéder à un subventionnement croisé de leurs frais généraux en offrant d'autres services financiers.

En outre, la RDC a mis en application des interprétations assez strictes des exigences du blanchiment d'argent sur le marché des messageries financières. Les restrictions sur des transactions d'une grande valeur sont souvent plus strictes en termes des limites de la taille de transaction que les recommandations FATF :

- Des montants plus grands que 10 000 USD doivent passer par une institution de crédit
- Des montants plus grands que 10 000 USD ne peuvent pas être payés en liquide ou titres au porteur, sans recevoir au préalable la permission de la Banque Centrale⁴
- Les procédures d'identification du client sont requises quand le montant de la transaction est plus grand que 10 000USD, ou la source légale des fonds n'est pas connue, ou encore le client effectue plusieurs petites transactions.
- « Quand une transaction implique une somme en Franc Congolais égale ou supérieure à 10 000USD et est effectuée sous une complexité inhabituelle ou non justifiée, ou semble n'avoir aucune justification économique ou but légal, l'institution de crédit doit s'informer sur l'origine et la destination des fonds aussi bien que sur le but de la transaction et l'identité de l'acteur économique impliqué dans la transaction ». ”⁵
- Toute personne impliquée dans les opérations de change, est dans l'obligation de vérifier l'identité de tous clients faisant le change de 500 USD ou plus.

La dynamique du marché de messagerie financière

Les hauts niveaux de la stabilité économique et politique en RDC, incluant la période d'hyperinflation et la dollarisation subséquente de l'économie, a conduit à l'effondrement du système bancaire de détail dans les années 1980. Alors que le système bancaire a commencé à revivre au milieu de la décennie 2000, la plus grande partie de l'économie congolaise, incluant les marchés de messagerie financière, continuent à opérer dans l'informel.

⁴ Instruction N° 15 bis établissant les conditions sous lesquelles les paiements supérieurs à 10 000 USD peuvent être effectués.

⁵ Article 11, Loi N° 04/016 du 19 Juillet, traduit en utilisant Google Translate

Les canaux informels de messagerie financière incluent:

- *Dépôt physique en espèce*: certains commentateurs s’y réfèrent comme le système de la remise d’enveloppe, la transmission physique de l’argent en espèce soit par soi-même ou par une personne intermédiaire est une voie de transfert majeure vers ou de la RDC. La recherche primaire que nous avons effectuée nous a permis de trouver une utilisation généralisée du système d’enveloppe, et de trouver que les individus peuvent fournir des efforts substantiels pour cacher l’argent transporté dans leurs bagages, pour éviter les contrôles d’aéroport et de frontière.
- *Entreprises de transfert informelles* avec les modèles d’entreprise du type Hawala sont assez prévalant. Typiquement, elles apparaissent là où un propriétaire d’entreprise légitime a des opérations aussi bien dans le pays d’origine que de destination pour le transfert.⁶ La personne qui effectue le versement a une relation de confiance avec le propriétaire d’entreprise. Sur base cette relation, ils effectuent le dépôt d’argent dans l’entreprise dans le pays d’envoi, et le bénéficiaire peut reprendre les fonds à partir d’une branche de l’entreprise dans le pays de réception.
- *Les transferts des biens en nature* ne sont pas seulement courants, mais sont quelques fois utilisés comme moyen de faire face aux restrictions sur les transferts d’argent, particulièrement lorsque l’expéditeur se trouve dans un pays asiatique (Chine, Inde, etc...)

Les canaux formels de transfert identifiés dans l’étude incluent:

- *Les Banques Commerciales*: toutes les 15 banques opérant en DRC offrent des services de transfert bancaire international à leurs clients. Toutefois, dans l’ensemble l’utilisation des voies bancaires formelles a été limitée et à la place les banques ont été largement utilisées pour compléter la finalisation d’une transaction.
- *Les ONG* : une voie spécifique utilisée entre la France et la RDC est via les ONG. Celles-ci sont des entreprises qui sont enregistrées comme ONG en France, dont les activités ne sont pas

⁶ Bazenguissa-Ganga a également trouvé la preuve des systèmes de transfert plus complexes, impliquant les hommes d’affaires qui nomment les correspondants en RDC pour piloter le travail de la messagerie financière pour leur compte. Cependant, il a trouvé que ce système était typiquement et extrêmement coûteux, et semble être un résultat d’avoir été poussé hors d’opération.

soumises aux taxes, mais en RDC sont « *des entreprises privées impliquées dans plusieurs activités (voyage, cabine téléphoniques, etc...)* »⁷. Ce type de transfert est formel dans la mesure où il implique l'utilisation d'une ONG enregistrée, qui est régulée quant à la manière d'effectuer une transaction.

- *Les Agences de transfert d'Argent* jouent un rôle crucial dans les marchés de messagerie financière en RDC. La recherche primaire a révélé que parmi les diverses agences de transfert d'argent, Western Union et MoneyGram étaient parmi les plus populaires des agences de messagerie financière avec respectivement 54% et 29% de répondants interviewés qui connaissent ces agences.

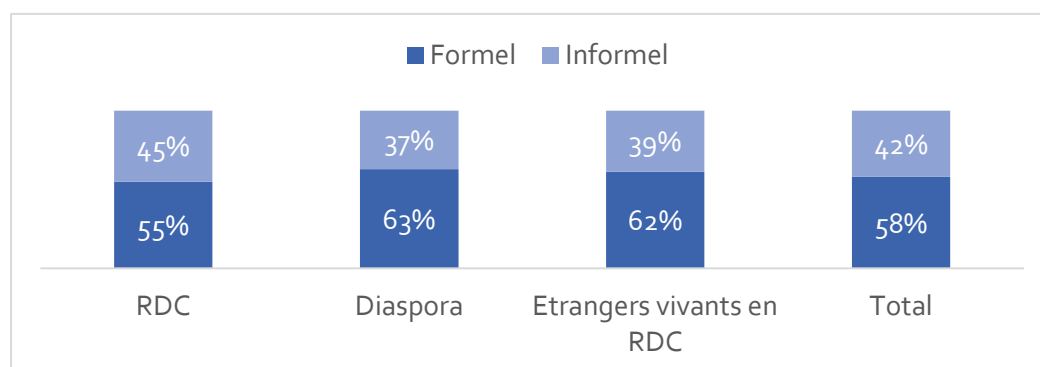
Constats sur les modes de transfert

Notre recherche primaire a couvert 105 personnes, interviewées en RDC et à l'étranger, avec des données obtenues sur la période d'Octobre 2017 à la fin du mois de Novembre 2017. La taille de cet échantillon n'est pas suffisamment grande pour fournir des résultats statistiquement pertinents, mais fournit cependant un essai intéressant des modèles de transfert qui peut être utilisé pour une vérification avec d'autres sources de littérature disponibles.

De ces personnes interviewées, 58% ont fait des transferts via des pratiques formelles et 42% via des pratiques informelles (sur base du nombre de fois que chaque couloir est utilisé). Il est notable que l'utilisation des voies informelles est restée assez élevée parmi les étrangers résidents en RDC, les résidents de la RDC et la diaspora Congolaise (voir figure suivante).

⁷ (Bazenguissa-Ganga, 2005, pp. 17-18)

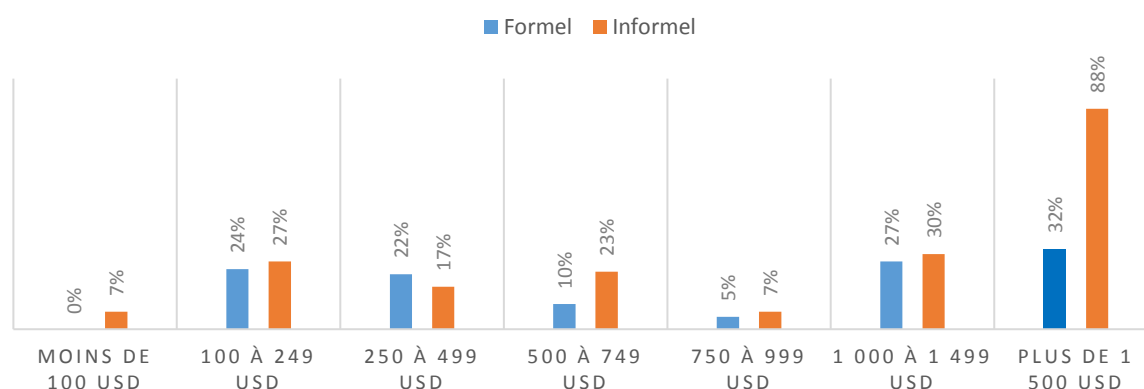
Graphique 3 : Pratiques d’envoi et de réception d’argent en RDC



Source: Remitter interviews, 2018

En examinant d’avantage le montant reçu par l’usage des canaux formels et informels, l’usage des canaux informels s’est avéré prévalant pour les transactions supérieures à 1500USD (voir figure suivante). Ce qui a au moins reflété partiellement l’usage répandu des canaux informels par les entreprises, qui ont compliqué le processus d’analyse des transferts interpersonnels, qui se trouve être le focus de cette recherche.

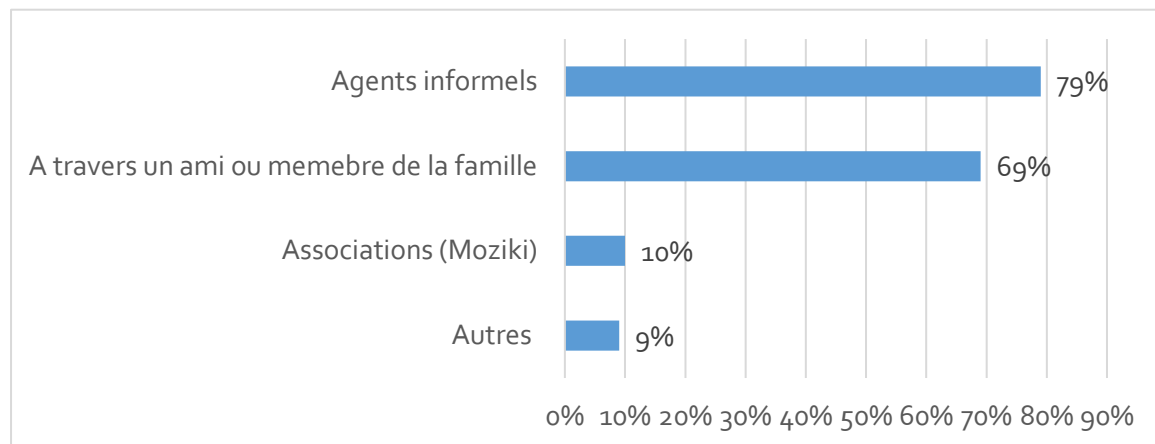
Graphique 5: Montants reçus via les canaux formels/informels



Source: Remitter interviews, 2018

La pratique informelle la plus couramment utilisée est l’agent de transfert informel, suivi par le fait de donner de l’argent à un ami ou un membre de famille qui voyage (voir graphique suivant, la question posée aux répondants était « considérant les pratiques informelles laquelle utilisez-vous la plus ? »)

Graphique 10: Description des pratiques informelles (Agents informels 79%, via un ami ou membre de famille 69%, organisations (MOZIKI) 10%, autres 9%)



Source: Remitter interviews, 2018

En plus de cette conclusion, nous avons considéré les facteurs qui influencent le choix de consommateur et l'usage des voies de transfert variées. L'étude a révélé ce qui suit comme étant déterminant pour le choix du consommateur.

- **Le Coût:** le coût des canaux formels est perçu comme étant très élevé, particulièrement lorsque le montant à envoyer est petit.
- **Les montants à envoyer :** lorsque c'est très coûteux d'envoyer de très petits montants de façon formelle, les montants supérieurs à 10 000USD sont frappés de beaucoup d'attention régulatrice dans le cas où ils sont envoyés de façon formelle. Aussi bien le seuil minimum que le plafond des tailles des transactions sont plus susceptibles d'être envoyés par des moyens informels.
- **L'urgence :** plus grande est l'urgence, plus susceptible est l'usage d'un moyen de transfert formel pour l'envoi de l'argent.
- **La disponibilité :** la disponibilité du canal influence grandement son usage. Là où les canaux formels sont moins prévalant (par exemple en Angola, à cause des questions réglementaires) les canaux informels vont être prédominants.
- **Le risque :** bon marché, les méthodes informelles de transfert impliquent très souvent plus de risques de vol et autres pertes. Dans notre échantillon, ceux qui effectuent les transactions d'affaires semblaient plus désireux d'accepter le risque – coût des méthodes de transfert informels.

Recherche documentaire

Pour estimer la taille du marché de transfert transfrontalier congolais, c'était donc crucial de développer une compréhension du modèle de messagerie financière par les immigrants de la RDC. Ce qui a inclus la proportion des migrants qui font le transfert, le montant moyen qu'ils envoient par transaction, et la fréquence avec laquelle ils font le transfert. Notre revue de la documentation disponible a révélé les découvertes suivantes :

Proportion de transfert des immigrants.

L'étude a identifié les fortes attentes culturelles dans le rôle économique que les immigrants doivent jouer dans leurs ménages d'origine. Ce qui nous a permis de découvrir la croissance de la pression sociale avec le transfert. Les résultats de notre recherche ont révélé que la proportion des Congolais immigrants qui fait de transfert est proportionnellement élevée. Une étude des modèles de messagerie financière des Africains dans l'OCDE a montré que 72% d'immigrants de la RDC font des transferts, une des proportions les plus élevées d'un de groupe sondé.⁸

Le montant transféré et la fréquence de transfert

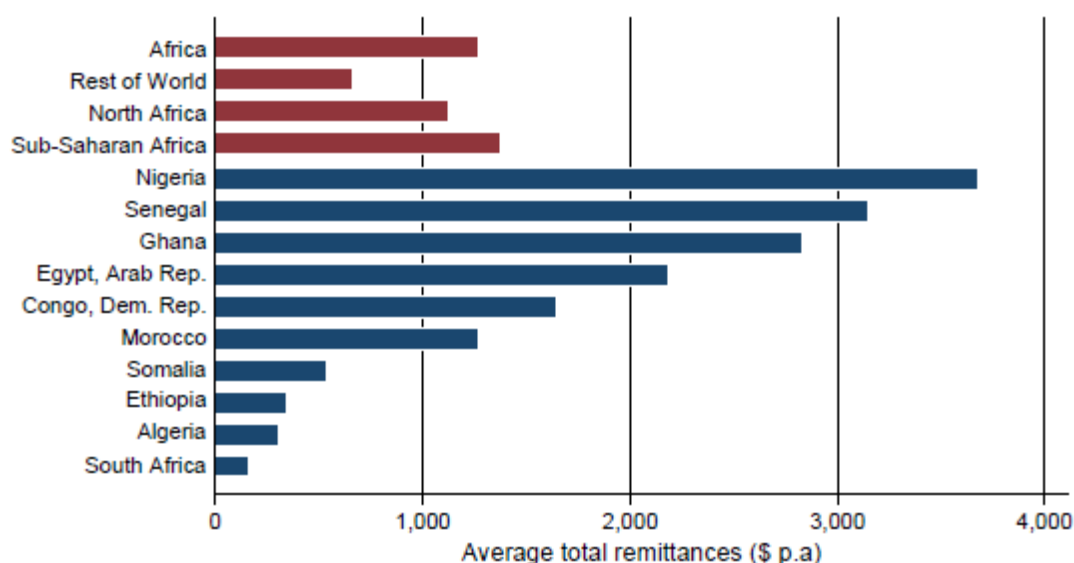
Diverses études ont analysé les modèles des moyens de transfert des immigrants Congolais. Tel que présenté dans la Graphique 11 suivant, une révision des données sur plus 12 000 immigrants africains dans neuf pays d'OCDE,⁹ incluant 139 immigrants de la RDC, a trouvé qu'ils envoient à leur pays en moyenne 1 764 USD par an. Les transferts comprennent en moyenne 12% de revenu annuel (voir figure suivante).¹⁰

⁸ (Bollard, McKenzie, & Morten, 2010, p. 9)

⁹ Australie, Belgique, France, Italie, Pays – Bas, Norvège, Espagne, Royaume Unis et Etats Unis

¹⁰ (Bollard, McKenzie, & Morten, 2010, p. 44)

Graphique 11: Total de transferts par pays de naissance, les immigrants Africains dans les pays d'OCDE.



Source: (Bollard, McKenzie, & Morten, 2010, p. 11)

Une autre étude réalisée sur 46 immigrants Congolais vivant à Antwerpen au Pays – Bas en 2011 a montré que le plus grand groupe de répondants, font des transferts sur une base mensuelle et €500-999 à chaque fois. Ceci est un contraste absolu par rapport à une étude de 2006 sur les immigrants vivant au Pays – Bas, sur un échantillon de 218 répondants venant de la RDC, qui a révélé le modèle le plus fréquent de transfert par les immigrants Congolais était sur une base trimestrielle, et faisait le plus souvent des transferts de l'ordre de €100 ou moins à chaque fois. La raison de cette différence substantielle dans les résultats n'est pas connue, mais la grandeur de l'échantillon de l'étude de 2006 suggère qu'il semble plus fiable. Il est également soutenu par une autre étude sur les transferts reçus par ménages à Kinshasa (Mobhe, 2010), qui a trouvé que la majorité de ménages (74%) ont reçu des transferts de moins de US\$150 lors de leur dernière réception.

Utilisation des canaux de transfert

Nous avons trouvé que les sondages qui ont inclus l'analyse des voies par lesquelles les transferts étaient effectués se sont largement différenciés selon leurs résultats. Deux de ces études examinées ont suggéré que les agences de messagerie financière formelles constituent la voie de messagerie financière la plus importante. Le premier, examinant les ménages à Kinshasa, a trouvé que 82% de transferts sont effectués via une agence de messagerie financière, alors que le second, examinant les Congolais vivant au Pays – Bas, a trouvé que 59.2% utilise Western Union et 23.4% utilise MoneyGram.

Cependant, d'autres études suggèrent que la majorité des transferts vers et de la RDC est effectuée via des canaux informels (qui est suivi dans notre recherche primaire). Par exemple, Grabel (2008), a trouvé que 55% de transferts effectués depuis la Belgique vers le Congo et le Nigéria ont par des canaux informels. Nzamawita (2016) a évalué que les canaux utilisés par les immigrants de la RDC vivant au Cape Town et trouvé que les Congolais utilisent beaucoup les canaux informels, particulièrement via des bus (50% de transferts de l'argent en espèce).

Le comportement de migration et le statut de résidence

Le statut de résidence a un impact sur l'utilisation des canaux de transfert, et le statut de sans – papier peut dissuader l'utilisation des voies formelles. Une recherche menée en 2006, sur les Congolais vivant au Pays – Bas a trouvé que 44% d'immigrés ont obtenu la nationalité hollandaise, cependant il n'avait pas de clarté par rapport aux 56% restant qui se subdivisent par un statut de résidence.¹¹ L'Afrique du Sud, a inversement, entrepris un certain nombre d'études qui ont questionné sur le statut de résidence. Kankonde (2009), a fait une étude sur les Congolais vivant en Afrique du Sud et a trouvé que « la majorité d'immigrés Congolais interviewés dans le sondage avaient des papiers : 179 (70%) des répondants étaient demandeurs d'asile ; 49 (20%) réfugiés, 20 (8%) avaient une pièce d'identité Sud-Africaine, 20 (8%) avaient un passeport Congolais avec une visa valide. » Nzimande (2016) et Inaka (2014), examinant les populations Congolaises respectivement à Cape Town et à Pretoria, ont également trouvé des niveaux d'immigration clandestine bas.

Ce qui était par ailleurs clair partant de l'étude documentaire était que la destination de migrant influence le comportement de transfert. Les immigrants de la RDC vers les pays Africains sont typiquement moins instruits et plus pauvres que ceux qui immigreront vers les pays développés, et comme résultat gagnent moins et transfèrent moins que les immigrants vivant dans les pays développés.

Quand nous avons résumé les résultats de l'étude documentaire, nous avons en conséquence distingué les immigrants Africains et les non – Africains. Notre estimation proposée du comportement de transfert par destination de migration est ainsi montré dans ce qui suit :

¹¹ (Mohogu, 2006)

Les immigrés non – Africains

- *La proportion qui effectue le transfert:* la documentation étudiée a suggéré qu'entre 46% et 80% des Congolais résidents dans les pays développés font des transferts. Notre estimation est ainsi fixée à un niveau intermédiaire de 60%.
- *Le montant transféré:* les Congolais résidents dans les pays développés sont effectivement mieux instruits, et semblent avoir un meilleur accès aux opportunités d'emploi. Nous avons ainsi estimé qu'ils envoient au pays en moyenne 1000 USD par an. Les immigrés sans – papiers vont avoir un peu moins d'opportunités que les immigrés ayant de papiers. Comme résultat, les immigrés sans – papiers vont faire de transfert de l'ordre de 10% inférieur à la moyenne, alors que les immigrés ayant des papiers vont faire de transfert de l'ordre de 20% et plus.
- *Utilisation des canaux de transfert :* plus d'immigrés sans – papiers vont utiliser les canaux de transfert informels, en comparaison jusqu'à 30% d'immigrés en ordre avec les papiers.

Les immigrés Africains

- *La proportion qui effectue le transfert:* alors que la proportion d'immigrés de la RDC vers les pays Africains qui transfère est probablement inférieure à celle vers les pays développés, les éléments en appui suggèrent qu'elle soit probablement encore assez élevée. Nous suggérons en conséquence qu'il aurait une proportion qui effectue le transfert de l'ordre de 45%.
- *Le montant transféré:* le statut des personnes instruites étant inférieur et les opportunités d'emplois moindres signifient que la moyenne d'immigrés Congolais dans un pays Africain effectue un transfert d'environ 500USD par an. Les immigrés sans – papiers vont avoir un peu moins d'opportunités que les immigrés ayant de papiers. Comme résultat, les immigrés sans – papiers vont faire de transfert de l'ordre de 10% inférieur à la moyenne, alors que les immigrés ayant des papiers vont faire de transfert de l'ordre de 20% et plus.
- *Utilisation des canaux de transfert :* plus d'immigrés sans – papiers vont utiliser les canaux informels, en comparaison jusqu'à 60% d'immigrés en ordre avec les papiers.

Ces estimations sont basées sur ce que nous pensons être raisonnables, étant donné les éléments disponibles. Nous sommes ouverts à tous commentaires ou sources de données supplémentaires qui pourraient être utilisés pour améliorer d'avantage ces estimations.

La dynamique migratoire

Les statistiques fiables sur les populations immigrées sont assez difficiles à trouver. Les seules données disponibles peuvent être des séries chronologiques d'immigration ou d'émigration formelle. Alors que la qualité de ces données est souvent préoccupante, et la disponibilité d'information sur les immigrés sans – papiers est très faible, une question beaucoup plus fondamentale est la difficulté de traduire les données relatives aux flux en numéro de stock. Les données de migration formelle vous donnent les informations sur le nombre de personnes qui ont traversé une frontière en une certaine année, mais ne donnent typiquement aucune indication sur la suite, s'ils sont morts, sont retournés dans leurs pays d'origine, ou se sont déplacés vers un troisième pays. Essayer de calculer le nombre d'immigrés partant d'un tel flux de données n'est donc pas une tâche facile.

A la lumière de ces questions, l'étude s'est focalisée sur un grand examen de toutes les sources de données disponibles, et une analyse qualitative des caractéristiques des pays, pour obtenir une estimation des populations d'immigrés. Nous notons alors que cette approche manque de précision, en croisant les estimations descendantes avec les sources de données ascendantes, nous espérons avoir évité de grandes erreurs d'estimations. En plus, nous avons considéré une recherche antérieure menée par FinMark Trust sur la taille des populations d'immigrés.

Ainsi notre approche était de :

- Examiner les données disponibles sur les populations de réfugiés.
- Revoir ce qui est connu sur les plus grandes tendances d'immigrations de la RDC vers l'extérieur.
- Revoir les sources de données dans les pays de destination, y compris les estimations de la taille de population immigrée, et les données sur les immigrés en ordre avec les papiers et les immigrés sans – papiers.
- Estimer la taille la plus probable de la population d'immigrés, la décomposer schématiquement en réfugiés, d'autres immigrés en ordre avec les papiers et les immigrés sans-papiers.

Les populations des réfugiés

Les données sur la période de 2013 à 2017, révèlent les tendances suivantes concernant le nombre total des réfugiés Congolais, les demandeurs d'asile et d'autres personnes à risque (en excluant les

personnes déplacées à l'intérieur), telles qu'enregistrés par UNHCR, pour les 9 pays à risque, aussi bien la Chine et l'Inde. Comme on peut le remarquer, là où les données ont été tracées, la plus part de ces pays ont connu des croissances substantielles dans la taille de la population de réfugiés venant de la RDC. (Voir le tableau suivant).

Tableau 1: les populations à risque de la RDC dans les pays d'asile, 2013-2017

	Mi 2013	Mi 2017	% croissance/d écroissance
Rwanda	72 501	83 003	14%
Burundi	49 693	61 999	25%
Angola	21 039	46 121	119%
Afrique du Sud	13 386	32 454	142%
France	17 573	16 454	-6%
Congo-Brazzaville	51 974	15 182	-71%
Canada	13 249	2 296	-83%
Etats Unis d'Amérique	-	2 078	
Belgique	-	1 413	
Inde	-	92	
Chine	-	21	
Tous les autres	354 679	426 760	20%

Source: base de données d'UNHCR, disponible sur <http://www.unhcr.org>

En outre, selon l'UNHCR, approximativement 524 971 réfugiés venant des pays voisins (Rwanda, République Centrafricaine, Soudan, Angola, etc...) vivent en RDC ; la plupart de ces réfugiés sont localisés dans les camps de réfugiés.

Les tendances d'immigration

Alors qu'historiquement, les voyageurs internationaux venant de la RDC se sont largement concentrés en Europe et le voyage est confiné dans la classe élite, les plus récentes études ont révélé des modèles d'immigration tout à fait divers et un spectre plus large de classes sociales. Mobhe (2007), examinant les transferts reçus par les ménages de Kinshasa avec membres immigrés, a trouvé une division assez égale de l'immigration vers l'Afrique et l'Europe, par exemple (respectivement 53% face à 40%).

Le développement économique et la stabilité politique améliorée ont rendu des pays comme l'Angola et l'Afrique du Sud plus attrayants au cours des 20 – 30 dernières années, et une plus récente recherche sur les modèles d'immigration suggère que l'émigration vers d'autres pays Africains

connaît une croissance plus rapide que celle vers les pays Occidentaux.¹² La même recherche suggère également que la proportion de Congolais qui voyage sans les documents formels est croissante. Schoumaker & Flahaux (2013) a trouvé qu'alors que le visa expiré était la première source d'immigrés Congolais sans – papiers, mais il y avait aussi des évidences d'une croissance d'usage de faux documents et contrebandiers. Depuis 2000, on a estimé qu'un sur six immigrés Congolais au Royaume Unis ou en Belgique « a déclaré avoir utilisé des faux documents, les documents de quelqu'un d'autres et/ou payé les services d'un contrebandier. »¹³

Les sources de données dans les pays de destination et les estimations de population migrante.

Les données assemblées sur la diaspora Congolaise dans les 9 pays d'intérêt, étaient croisées avec plusieurs sources de données de façon raisonnable. Les sources officielles de données telles que les séries chronologiques sur la migration venant des agences statistiques du pays et les données de recensement étaient préférables si possible, mais même avec des sources de données de haute qualité, il est à noter que les incohérences et les erreurs étaient quelques fois identifiées.¹⁴

Le tableau suivant résume nos estimations relatives à la taille de la population, et essaie de subdiviser plus tard la population émigrée par le statut des immigrés. Au cours du présent exercice, nous admettons que dans les pays développés, 1 immigré sur 3 est sans – papiers. En contraste, dans les pays africains, 9 immigrés sur dix sont supposés être des sans – papiers. Cela se fait parce que c'est beaucoup plus facile pour un immigré sans – papier de voyager et traverser une frontière vers un pays se trouvant dans le même continent ; et parce que la plupart des pays dans la région n'ont pas bien développé des cadres d'immigration, ce qui rend beaucoup plus difficile l'obtention du statut d'un immigré enregistré. L'Afrique du Sud fait une exception, où nous nous appuyons sur des suppositions faites par FinMark Trust (2016) sur base desquelles 74.3% de Congolais sont enregistrés.

¹² (Flahaux & Schoumaker, 2016)

¹³ (Schoumaker & Flahaux, Changer les modèles de migration Congolaise, 2013, p. 17)

¹⁴ Ceci peut être illustré en examinant les exemples de l'Afrique du Sud et des Etats Unis. L'agence de statistique Sud-Africaine a rapporté elle – même que ses agents ont lutté pour contacter et avoir des informations correctes des immigrés, ce qui a affecté la qualité de sa collecte des données. Similairement, le recensement Américain produit une très grande sous-estimation de la taille de population Congolaise, quand il faut le confronter avec les données de séries chronologiques sur la naturalisation des citoyens Congolais – il est possible que ces citoyens naturalisés rapportent leur nationalité au recensement comme étant des Américains en lieu et place des Congolais, ce qui résulte en une sous – estimation.

Tableau 2: La taille estimée de la population émigrée de la RDC dans les neuf pays d'intérêt.

	Estimation des Immigrés enregistrés	Estimation des Immigrés non - enregistrés	Total
Angola	30 000	270 000	300 000
Belgique	21 000	10 500	31 500
Burundi	17 342	156 075	173 417
Canada	20 000	10 000	30 000
Congo (Brazzaville)	17 292	155 631	172 923
France	60 000	30 000	90 000
Rwanda	23 144	208 294	231 438
Afrique du Sud	47 608	16 467	64 075
Etats Unis	20 000	10 000	30 000
Total	256 386	866 967	1 123 353

Source: Diverses, tel que discuté dans le texte susmentionné ; nos propres estimations.

Estimation du marché de messagerie financière

Une estimation du marché des messageries financières a été ainsi produite en combinant les résultats de l'étude documentaire relative aux modèles moyens de messagerie financière, avec nos estimations de la taille de population d'immigrés, ajusté sur d'autres considérations des circonstances spécifiques de chaque pays. Le tableau suivant résume le total des transferts estimé vers la RDC venant de neuf pays de destination. Le total des transferts sont estimés à plus ou moins 305USD par an, dont 81% est estimé s'écouler via les canaux informels. La plus grande proportion de ces marchés de messagerie financière est l'Angola, suivit par la France et le Congo Brazzaville. 58% de transferts sont estimés venir des autres pays Africains.

Tableau 3: Les transferts vers la RDC venant de neuf pays de destination

	Total d'immigrés	% de transfert	Montant moyen transféré par an	Total de transferts informels (US\$m)	Total de transferts formels (US\$m)	Total de transferts (US\$m)	% d'informel
Angola	300 000	50%	\$500	\$67.95	\$1.80	\$69.75	97%
Belgique	31 500	65%	\$1 000	\$15.97	\$6.55	\$22.52	71%
Burundi	173 417	30%	\$425	\$19.50	\$1.06	\$20.56	95%
Canada	30 000	60%	\$1 000	\$9.72	\$10.08	\$19.80	49%
Congo (Brazzaville)	172 923	50%	\$500	\$38.13	\$2.08	\$40.20	95%
France	90 000	65%	\$1 000	\$45.63	\$18.72	\$64.35	71%
Rwanda	231 438	30%	\$450	\$27.56	\$1.50	\$29.06	95%
Afrique du Sud	64 075	45%	\$550	\$10.74	\$7.07	\$17.81	60%
Etats Unis	30 000	60%	\$1 050	\$10.21	\$10.58	\$20.79	49%
Total	1 123 353			\$245.40	\$59.44	\$304.84	81%

Source: notre propre estimation

Nous avons plus tard croisé ces chiffres avec les sources officielles. La plupart des transferts formels vers la RDC semble se faire via les agences de transfert d'argent. Comme en 2016, la Banque Centrale du Congo a rapporté que ces agences ont reçu 335 million de dollars USD, et une petite somme additionnelle en Euro. Ce qui est substantiellement plus large que notre estimation de seulement 52 million de dollar USD par an voyageant formellement pour l'échantillon des neuf pays. Cependant, nous suspectons qu'en pratique, une plus grande proportion de ces fonds représente des transactions d'affaires plutôt que des transferts interpersonnels, comme la méfiance du système bancaire est encore élevée.

Ces chiffres illustrent l'étendue du marché informel de messagerie financière transfrontalier, et de l'importance relative des transferts venant des autres pays africains. Etant donné que le volume des transferts semble venir des autres pays africains, un focus sur la facilitation des marchés régionaux serait approprié.

1. INTRODUCTION

Même si c'est l'un des plus grands et plus riches pays Africains en termes des ressources, la RDC est parmi les nations les plus pauvres du monde.¹⁵ La RDC a été colonisée par le Roi Léopold II de Belgique, à qui a été donné l'Etat Libre du Congo après la Conférence Internationale de Berlin entre 1884 et 1885. L'immigration Européenne substantielle est apparue pendant la période coloniale, et la population belge était approximativement 89 000 vers la fin de 1959, travaillant comme des fonctionnaires, missionnaires, ou employés des compagnies minières.¹⁶ En plus, l'immigration des pays voisins tels que le Rwanda et les pays d'Afrique Occidentales est apparue pour satisfaire les besoins en main – d'œuvre, particulièrement dans l'industrie minière.

L'indépendance par la Belgique a été obtenue en 1960, et l'immigration des citoyens Congolais vers l'Europe a commencé à s'accroître pendant la période post – indépendance. La plupart de ces immigrés initiaux étaient membres de l'élite Congolaise allant étudier en Europe (particulièrement en Belgique), qui avaient habituellement l'intention de rentrer en RDC après la fin de leurs études.¹⁷

Alors que l'économie de la RDC a connu un certain nombre de périodes de stabilité et de croissance après 1960, vers la fin de la guerre froide un bouleversement économique massif a commencé à s'installer. Dans les années 1980 ; la dette extérieure s'est excessivement élevée, et vers la fin des années 1990, les revenus fiscaux du gouvernement ont gravement chuté, le PIB soi-même a commencé à contracter, et l'économie est tombée dans une hyperinflation. Le PIB étant réduit de plus de la moitié entre 1990 et 2003,¹⁸ et vers la fin 1994, l'inflation annuelle a atteint 23 773%.¹⁹ Cette instabilité économique a été miroitée par le bouleversement politique, et les années 1990 en RDC ont été caractérisées par la croissance de violence politique sous le Président Mobutu. Les changements de régime de Laurent – Désiré Kabila en 1997 et de Joseph Kabila en 2001 étaient associés à plus de violence.

Ces violences étaient associées avec des changements majeurs du modèle de migration Congolaise. Les immigrés Congolais allant croissant, et le nombre de sans-papiers était de plus en plus grand,

¹⁵ <https://www.worldatlas.com/articles/the-poorest-countries-in-the-world.html>

¹⁶ (Flahaux & Schoumaker, 2016)

¹⁷ (Schoumaker & Flahaux, Changing patterns of Congolese migration, 2013, p. 5)

¹⁸ (Lendele & Kimona-Mbinga, 2005)

¹⁹ (Sumata, 2002, p. 622)

semblant ne jamais avoir l'intention de retourner en RDC,²⁰ et ont commencé à voyager vers une plus grande diversité de destinations internationales. Respectivement en Europe et en Afrique, la France et l'Afrique du Sud sont progressivement devenues des pays de destination populaire.²¹ Alors que les Congolais instruits, les plus riches semblaient plus intéressés à migrer, depuis que la pression politique des années 1990 a fait que les immigrés viennent de plus en plus de toutes les classes sociales.²²

Alors que la communauté belge demeure la plus grande communauté d'immigrants non – Africains en RDC, les années 1990 ont également vu un afflux d'étrangers, des lieux tels que le Liban, l'Inde, le Pakistan, et l'Afrique Occidentale, venant à la recherche des opportunités d'affaires en RDC. Plus récemment, l'immigration chinoise substantielle est arrivée, associée avec un certain nombre des projets d'infrastructures par l'Etat Chinois, incluant le bâtiment des nouveaux bureaux présidentiels, les stades, les routes, etc... Ces projets ont amené une très grande communauté chinoise, qui devient de plus en plus nombreuse et commence même à s'activer dans l'industrie minière et d'autres terrains d'affaires.

Aujourd'hui, la communauté migrante en RDC est énorme et considérable, depuis tous les coins du monde, et les émigrés de la RDC sont aussi largement disséminés. Dans plusieurs communautés congolaises, il serait assez rare de trouver une famille sans au moins un de ses ressortissants vivant à l'étranger ; ces immigrés sont souvent l'espoir de la famille, initialement considérés comme soutien de famille pour tous ses membres de famille restés au pays. Parmi les riches, c'est fréquent d'envoyer les enfants à l'étranger pour y terminer leurs études (Afrique du Sud, Maroc, Inde, USA, Belgique, etc...) à cause de l'importance accordée aux diplômes étrangers.

1.1 Méthodologie

L'objectif global de ce projet est de mieux comprendre les couloirs de transfert global de la République Démocratique du Congo, incluant :

- Les canaux majeurs (aussi bien formels qu'informels) dans et en dehors de la RDC ; incluant les couloirs des réfugiés ;

²⁰ (Flahaux, Schoumaker, Gonzalez-Ferrer, & Baizan, 2013, p. 5)

²¹ (Schoumaker & Flahaux, Changing patterns of Congolese migration, 2013, p. 5)

²² (Flahaux, Schoumaker, Gonzalez-Ferrer, & Baizan, 2013, p. 6)

- Les volumes et les valeurs impliqués ;
- Les niveaux des transactions informelles ;
- Les freins à la croissance des canaux formels ;
- L'environnement réglementaire ;
- Les produits (et leurs tarifications) actuellement disponibles dans les différents marchés de messagerie financière ;
- Les contraintes systématiques au premier, au deuxième et au dernier niveau de la formalisation des messageries financières.

Nous partons du principe que « *le nombre des migrants ... est le déterminant primaire des messageries financières.* »²³ En d'autres termes, pour dériver une estimation de la taille du marché de messagerie financière, nous devons premièrement estimer les nombres d'immigrés vers et de la RDC. Une fois que l'estimation de la population totale d'immigrés a été dérivée, il est possible de faire des hypothèses sur les comportements de messagerie financière, et produire une estimation de la taille du marché total.

1.1.1 La recherche primaire

La recherche a combiné une revue de la recherche disponible sur l'immigration en RDC et les modes de transfert avec une phase de recherche primaire. Pendant la recherche primaire, les interviews étaient conduites avec ce qui suit :

- Les envoyeurs Congolais réguliers qui utilisent les couloirs formels et informels;
- Les receveurs Congolais réguliers qui utilisent les couloirs formels et informels;
- Quelques interviews avec la diaspora Congolais (Belgique, France, USA, Canada, Chine, Inde, Afrique du Sud et Angola) ;
- Quelques interviews avec les étrangers vivant en RDC (Belgique, France, USA, Canada, Chine, Inde, Afrique du Sud et Angola) ;
- Interviews avec ceux qui sont en charge des transferts bancaires internationaux ;
- Intercepts dans les aéroports internationaux et frontières (Territoire et fleuves, rivières).

²³ (Freund & Spatafora, 2005)

Les données collectées depuis le début du mois d'octobre 2017 jusqu'à la fin de novembre 2017. Au total, nous avons conduit 126 interviews pour cette étude.

Tableau 4: Nombre d'interviews conduites

Congolais à Kinshasa	IDI's	Intercepts	Total
Kinshasa	6	6	12
Lubumbashi	5	3	8
Matadi	4	0	4
Goma	4	5	9
Kisangani	4	0	4
Kasumbalesa	0	3	3
Bukavu	0	2	2
Beni	0	3	3
Bunia	2	0	2
Kalemie	2	0	2
Sous - total	27	22	49
Etrangers en RDC			
BELGIQUE	4		4
France	4		4
USA	4		4
CANADA	4		4
CHINE	4		4
INDE	4		4
AFRIQUE DU SUD	4		4
ANGOLA	4		4
Sous - total	32	0	32

Congolais diaspora	IDI's	Intercepts	Total
USA	4		4
CANADA	4		4
INDE	3		3
CHINE	4		4
AFRIQUE DU SUD	4		4
ANGOLA	4		4
BELGIQUE	4		4
France	4		4
Sous - total	31		31
Interviews avec les agents de messagerie financière			
Interview avec BCDC	1		1
Interview avec Afriland First Bank	1		1
Interview avec Express Union	1		1
Agent de la Banque Centrale du Congo	1		1
Sous - total	4		4
Interviews avec les agents informels			
Angola	2		2
RDC	5		5
Sous - total	7		7
Interviews avec les réfugiés			
Mbandaka (Centre Africain)	1		1
Kalemie (Burundais)	1		1
Bunia (Soudanais)	1		1
Sous - total	3		3
TOTAL	104	22	126

Source: Remitter interviews, 2017

1.1.2 Les choix des pays pour l'étude.

Pour restreindre la liste des pays vers lesquels l'immigration et l'émigration importante arrivent, nous avons examiné les données du bureau d'immigration de la RDC, pour ce qui concerne les destinations étrangères les plus ordinaires parmi les Congolais, et les plus ordinaires parmi les communautés étrangères en RDC. Etant donné la même langue et l'histoire coloniale, il est normal que la Belgique et la France soient les toutes premières destinations d'émigrations pour les Congolais en Europe. En

dehors de l'Europe et de l'Afrique, les Etats Unis et le Canada semblent être les destinations les plus populaires.

En Afrique, les états voisins comme le Congo – Brazzaville, l'Ouganda, l'Angola et le Rwanda semblent contenir la majorité d'immigrés venant de la RDC. Cependant, le modèle d'immigration semble être assez fluide, avec les violences politiques et les bouleversements associés aux changements rapides dans les mouvements de population. Alors que les messageries financières jouent un rôle important pour le réseau de soutien pour les personnes déplacées, il requiert une méthode de recherche plus focalisée sur le terrain pour couvrir le type de systèmes qui s'élèvent pour donner une réponse rapide à un plus grand bouleversement que nous avons à notre disposition. Notre préférence était donc pour les pays avec des modèles plus établis d'immigration essentiellement économique. A cette fin nous avons examiné le Rwanda, Angola, le Congo – Brazzaville, l'Afrique du Sud et le Burundi – les exclusions majeures venant de ce processus de prise de décision étaient la Tanzanie et l'Ouganda.

Les immigrés venant de l'Inde et la Chine sont également et de plus en plus en train de jouer un rôle important dans le développement économique Congolais. Pour cette raison nous avons inclus les immigrés indiens dans la recherche primaire, et avons inclus une discussion des modèles de messagerie financière entre la RDC et ces pays.

1.1.3 Les Limites

Il est à noter que les estimations que nous fournissons sur la taille du marché de messagerie financière sont imprécises et demeurent ouvertes à l'interrogation. La remarque dans un rapport antérieur requis par FinMark qui a utilisé les mêmes méthodes reste pertinente:

Noter que les résultats sont une estimation dans tous les exemples, basés sur un certain nombre d'hypothèses explicitement révélées. Dans un monde idéal, les calculs relatifs à la taille du marché seraient basés sur les données rigoureuses. En l'absence de ce genre de données, notre point de départ était qu'il est toujours significatif de développer une estimation compilée sur les meilleures sources de données disponibles, même si elles ne sont pas complètes, combinées avec des hypothèses bien réfléchies, si pas les preuves triviales. Dans ce sens, une estimation est considérée meilleure que n'avoir aucune donnée du tout. Nous sommes disposés à recevoir tout feedback ou

*contribution qui contribuera à une compréhension améliorée de la portée du marché de messagerie financière.*²⁴

Pour ce qui est de la recherche primaire que nous avons conduite, le but était essentiellement d'avoir un sens indicatif de la nature du marché de messagerie financière, comme les tailles d'échantillon étaient insuffisantes pour obtenir les résultats statistiquement significatifs. Les facteurs suivants qui influencent la qualité de données devraient aussi être pris en compte :

- **La peur des répondants pendant les interviews:** quel que soit la façon dont nos interviewers essayaient de les convaincre qu'ils viennent d'un cabinet d'étude, il y avait toujours la peur parmi les répondants.
- **Omission :** se rappeler les montants exacts reçus ou transférés n'était pas facile pour les personnes que nous avons interviewées.
- Avec la situation politique qui se vit actuellement en RDC, le pays est une bonne cible pour les **blanchiments d'argent**, alors nous avons évité d'entrer sur ce terrain puisqu'il était extrêmement dangereux. En outre, nous nous sommes focalisés sur le sujet principal de l'étude qui est l'inclusion financière : le mouvement d'argent entre les individus et non entre les individus et les compagnies. Nous avons spécialement inclus les gens qui tiennent de petites affaires puisqu'ils sont nombreux parmi les voyageurs aux frontières.

²⁴ (FinMark Trust, 2012)

2. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

L'environnement réglementaire des messageries financières peut jouer un rôle substantiel pour influencer le coût et faciliter le transfert formel. Les implications de l'accès de la conception réglementaire devraient ainsi être explicitement prises en compte avec l'accomplissement d'autres objectifs, comme par exemple la lutte contre le blanchiment d'argent.

2.1 Régulations sur les messageries financières

Les messageries financières sont régulées aux termes des *dispositions administratives (006) du 18 Mai 2001 portant activités des messageries financières (Banque Centrale du Congo)*. En RDC, deux catégories des messageries financières sont autorisées par la régulation :

- **Catégorie A:** les messageries financières locales
- **Catégorie B:** les messageries financières avec les pays étrangers.

Les exigences pour l'enregistrement d'une messagerie financière sont assez permissives. Les dispositions relatives à la catégorie B en général disent que toute personne remplissant les documents et les procédures demandés peut mener les affaires dans la Catégorie B des activités de messagerie financière. Cependant, l'activité des messageries financières doit être son activité principale, ce qui limite la capacité des agents de transfert d'argent à offrir d'autres sortes des services financiers. Les banques peuvent aussi fournir les services des messageries financières, et la RDC permet aux institutions de microfinance de jouer le rôle des messageries financières transfrontalières. Une étude sur 50 pays africains a trouvé que seulement 3 pays (la DRC, le Ghana et le Kenya) permettent aux institutions de microfinance de jouer ce rôle, alors que les autres restreignent les licences permettant aux messageries financières vers les banques et les bureaux de change étrangers.²⁵

L'article 10 des *dispositions administratives (006) du 18 Mai 2001 portant activités des messageries financières* déclare que les messageries financières transfrontalières sont limitées à un maximum de 2500USD par transaction et par personne (aucune limite de temps n'est cependant spécifiée concernant la fréquence des telles transactions). Mais en pratique, cette restriction ne semble pas

²⁵ (Adovor, 2011, p. 12)

être observée, et en dépit d'un nombre élevé de discussions avec les législateurs, nous n'étions pas capables de comprendre totalement pourquoi c'est ainsi. Mais, la taille de transaction à laquelle les restrictions régulatrices semble commencer à 10000USD. Les lois relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent en RDC²⁶ imposent les restrictions sur des transactions de grande valeur.

- Les montants plus grands que 10 000USD doivent passer par une institution de crédit.
- Les montants plus grands que 10 000USD ne peuvent être payés en liquide ou valeurs au porteur, sans recevoir la permission de la Banque Centrale.²⁷
- Les procédures d'identification du client sont requises (le document d'identification de photo officielle et les preuves de l'adresse) quand le montant de transaction est plus grand que 10 000USD, ou la source légale de fonds n'est pas connue, ou le client fait plusieurs petites transactions.
- « quand une transaction implique une somme en Franc Congolais égale ou supérieure à 10 000USD et est effectuée sous une complexité exceptionnelle ou injustifiée, ou semble avoir aucune justification économique ou but légal, l'institution de crédit doit s'enquérir sur l'origine et la destination des fonds aussi bien que sur l'objectif de la transaction et l'identité des acteurs économiques impliqués dans la transaction ».²⁸
- Toute personne impliquée dans un échange étranger, qui vraisemblablement inclurait les messageries financières transfrontalières, doit vérifier l'identité des tous les clients faisant des transactions de 500USD ou plus.

Il est à noter que les recommandations de 2012 de *Financial Action Task Force* (FATF) ont pour un seuil de 15 000USD au lieu de 10 000USD, et suggèrent que la limite pour les exigences de vérification d'identification du client pour les transactions transfrontalières ne doit pas dépasser 1000 USD. Ainsi les restrictions dans les régulations de blanchiment d'argent en RDC semblent être d'une façon ou d'une autre plus sévères que ce qui est requis dans le guide international, en dépit du fait que la RDC n'est pas actuellement membre du FATF. Les discussions avec les représentants des régulateurs suggèrent qu'ils aient deux influences majeures qui guident la décision sur les restrictions de taille de transactions :

²⁶ Loi N° 04/016 du 19 Juillet Portant Lutte Contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme

²⁷ Instruction N° 15 bis établissant les conditions sous lesquelles les paiements plus grands que 10 000USD peuvent être effectués.

²⁸ Article 11, Loi N° 04/016 du 19 Juillet, traduit en utilisant Google Translate

- L'alignement avec les limites de la taille pour la Belgique, comme un partenaire de messagerie financière majeure.
- Les préoccupations exprimées sur le plan international, et particulièrement par les contreparties Américaines, que la RDC était un centre d'activité internationale pour l'activité de blanchiment d'argent.

En dépit de ces exigences sévères, nous avons trouvé un rapport substantiel d'évasion des exigences de blanchiment d'argent pendant le processus d'interview. Par exemple, les hommes d'affaires ont décrit le partage d'argent parmi les groupes d'amis bien connus pour envoyer soit par les messageries financières ou par la banque aux diverses receveurs ; et l'argent envoyé sur les routes indirectes via différents pays, comme suit :

« Oui quelques fois, je peux donner mon argent aux amis pour envoyer et pour partager l'argent et chacun envoie aux différents receveurs, mais tout est mon argent que je vais récupérer une fois arrivé là – bas. »

« Si je veux envoyer de l'argent aux USA par exemple, je vais d'abord l'envoyer en Belgique par un agent, à partir de là l'argent sera envoyé aux USA par Western Union parce que à partir de là si le montant est élevé je ferai face aux complications. »

Par ailleurs, les interviewés ont reporté qu'ils ont trouvé que les exigences documentaires aux messageries financières formelles sont onéreuses, et que ceci a joué un rôle à un moment pour décider de choisir les canaux informels de transfert. Par contre, il semble qu'il y a quelques preuves des restrictions dans le système de transfert formel poussant les gens qui font des transferts vers les marchés informels.

En plus, les messageries financières interviewées ont suggéré que la restriction pour offrir d'autres types des services financiers était problématique. Spécifiquement, sans la capacité de diversifier leurs sources de revenus, ils l'ont trouvé difficile pour offrir les frais de régulation associés aux exigences légales. Une autre interrogation de ces plaintes auprès des autorités de régulations est mise en épingle.

« Nous sommes présents dans plusieurs pays et la croissance est rapide comme au Cameroun, nous avons presque 500 agences, tout comme à Brazzaville (République du Congo) car vous pouvez mélanger dans ces deux pays d'autres activités financières pour couvrir vos coûts ; mais ici

en RDC nous avons seulement les messageries financières comme notre principale source de revenus rendant difficile pour nous de faire des bénéfices et accroître nos agences. »

Pour ce qui est des dépôts requis par la Banque Centrale pour les nouvelles agences : « Cette condition n'existe pas dans d'autres pays là où nous avons la représentation et quand bien même sa existerait, le montant n'est pas aussi cher... rappelez-vous que je vous ai dit que notre seule source de revenue est le transfert. »

Le rapport annuel de 2016 de la Banque Centrale du Congo rapporte que pendant l'année, 10 nouvelles licences d'agence de transfert d'argent étaient émises, et six retirées, pour un nombre total de 74 licences à la fin de l'année. Ce qui n'a pas fourni beaucoup d'appui pour la contestation des opérateurs que c'est un secteur en chute.

Alors que le but des restrictions régulatrices est de réduire l'activité de blanchiment d'argent, l'image qui découle de l'interview des acteurs est celui d'un marché où l'accès aux systèmes de transfert formel est difficile, et comme résultat il y a un usage répandu des systèmes de transfert informel. Il semble donc que l'équilibre approprié entre les objectifs de lutte contre le blanchiment d'argent et la facilitation d'accès aux services financiers n'ont pas encore été réalisés dans ce marché, avec des implications négatives pour l'accès et le résultat d'AML.

Il est à noter que l'environnement réglementaire restrictif en RDC n'est pas la seule influence sur l'accès aux services de transfert, et que sur une base par pays, les gens qui font des transferts ont rapporté que plusieurs pays étaient particulièrement difficiles d'accès, tels que les pays suivant :

- **La Chine, l'Inde et l'Angola:** alors qu'il est possible d'envoyer de l'argent en Chine, en Inde et en Angola, envoyer de l'argent partant de ces pays pour la RDC est extrêmement difficile.
- **L'Afrique du Sud :** le problème clé pour les gens qui font les transferts d'argent vers et partant de l'Afrique du Sud est le besoin d'avoir un statut d'immigré formel en Afrique du Sud, qui est difficile à réaliser.

En contraste, faire un transfert vers et partant de la Belgique et de la France est considéré comme relativement simple, et dans une moindre mesure, pareil pour le Canada et les USA.

3. LES DYNAMIQUES DU MARCHÉ DES TRANSFERT

Avec le bouleversement économique et politique accentué causant d'importantes immigrations, le marché transfrontalier est devenu de plus en plus important pour une grande proportion de la population. Cependant, pendant que le type de services financiers est devenu critique, le fonctionnement des marchés financiers formels a été mis sous extrême contrôle (voir l'exemple d'UBC dans la case 1). Le système des banques commerciales s'est sérieusement effondré dans les années 80, et n'a été rétabli qu'au milieu des années 2000. En conséquence, une grande partie du marché des transferts, et évidemment l'économie Congolaise dans son ensemble, fonctionnait officieusement.

Pendant la période de crise dans les années 90, le secteur bancaire a été en grande partie estropié, et il a été nationalisé en 1995, avec des taux d'inflation atteignant parfois 200% et avec les retraits de fond d'épargne répandus. En concours avec inflation élevée, celle – ci résulte, en fait, de la dollarisation. Même des acquisitions relativement petites (par exemple, les frais scolaires, les frais de santé ou les coûts de télécommunications) sont régulièrement faites en dollars, et aussi, l'état accepte le paiement de taxe parfois en dollars. Sumata (2002, 623) décrit l'impact sur l'économie et le système bancaire formels comme suit :

Au cours des années 80 et des années 90 l'ancienne économie zaïroise a connu un système économique parallèle actif (MacGaffey, 1991 Cours, 1989; Sumata, 2001). Le secteur étranger de l'économie était au premier rang de ces activités économiques parallèles, encouragé par un système de facturation erroné, en faisant la contrebande et la déviation des devises des migrants Congolais au marché parallèle pour des devises étrangères. Selon le Gouverneur de la Banque Centrale du Congo il y avait environ 700 millions de dollars dans ce canal parallèle pourtant seulement 8.6 millions de dollars comme fonds d'épargne de toutes les banques de commerce en 1999.

Les systèmes transfrontaliers de transfert qui se sont développés en RDC ont donné une réponse à ces larges dysfonctionnements du système et ainsi, par conséquence le marché est resté très informel. Nous décrivons maintenant ce qui est connu au sujet des diverses messageries financières formelles et informelles en RDC. Il convient de noter que nous avons plus fait confiance aux sept types de messageries décrites par Bazenguissa-Ganga (2005, 10-19).

Case 1 : UNION DE BANQUES CONGOLAISES UBC comme illustration de la fragilité du système bancaire.

En 1920 la Banque de Bruxelles a établi le Crédit Général du Congo (CGC) avec son siège social administratif à Bruxelles et le bureau central à Léopoldville (Kinshasa). En 1989, le capital de la dénommée Union Zaïroise de Banque était possédé à 25% par la banque Lambert, 28% par le gouvernement Zaïrois et 48% par la Financial Corporation For Overseas Countries (SFOM). En 1991, l'Union Zaïroise des Banques avait 16 agences au Zaïre et était la 2^{ème} plus grande banque du pays. En 1995, le gouvernement zaïrois a nationalisé toutes les banques et tout le staff a été licencié. Vers l'année 2005, la banque était presque ruinée et a été saisie par la Banque Congolaise nouvellement établie et renommé Union de Banques Congolaise UBC. La Banque Congolaise était, à son tour, liquidée en 2011 à cause d'énormes dettes dont la plupart était du gouvernement. L'UBC était la 1^{ère} banque à représenter Western Union et à effectuer des transferts à travers leurs services.

3.1 Canaux informels

3.1.1 Remettre de l'argent en espèce

Bazenguissa-Ganga considère remettre l'argent en espèce comme étant un système d'enveloppe, et il établit une différence entre les individus qui transportent l'argent eux – mêmes et ceux qui s'appuient sur des intermédiaires. Transporter l'argent soi-même implique que le risque de vol par un intermédiaire est moindre mais pratiquement la capacité à le faire dépend de si on est capable de voyager ainsi, la possibilité de vol et le cadre de normalisation le rend difficile pour traverser la douane alors qu'on transporte un montant d'argent élevé. La recherche préliminaire que nous avons menée a révélé que l'utilisation du système d'enveloppe est très répandue, et que les individus peuvent faire des efforts substantiels afin de cacher l'argent transporté dans leur bagage, pour éviter les contrôles dans les aéroports et dans les frontières:

« Mon frère qui habite en France était sur le point de revenir se marier au pays, il avait l'habitude de m'envoyer beaucoup d'argent, caché dans une enveloppe afin de tout organiser ici. Parfois, quelqu'un m'apportait une enveloppe avec beaucoup d'argent, un montant atteignant 8 000 dollars mais, le transporteur ne savait pas qu'il y avait de l'argent à l'intérieur de l'enveloppe... et après le mariage, il a commencé à construire sa maison et nous continuons toujours la même pratique... ».

« Regarde ma fille : Je prends ma boîte de poudre, je mets mon argent à l'intérieur et je la remplis de poudre; au point de contrôle, ils ne peuvent pas vérifier parce qu'ils savent que ce sont mes effets sanitaires qui sont à l'intérieur, ils ne peuvent même pas imaginer et je voyage avec... Si tu

ne fais pas ainsi, tu ne peux pas survivre dans tes affaires parce que les transferts dans les agences coûtent chers et exigent trop de procédures... ».

La vie privée, la faible confiance et le manque de voyageurs ont empêché les personnes interviewées d'utiliser ce moyen pour envoyer l'argent à leurs enfants étudiant à l'étranger.

Si tu ne peux pas transporter l'argent tout seul, il peut alors être possible de recourir à un intermédiaire. Un intermédiaire connu et fiable est préférable, mais le rapport peut être assez faible:

« Toute personne qui n'a pas de membre de famille directe ou d'ami qui soit sur le point de voyager et qui ne veut pas payer des frais ou faire face au retard qu'impliquent les agences de transfert officielles ira à l'aéroport les jours de vol. Ils essayeront de trouver une personne parmi les passagers qu'ils connaissent assez bien, et avec qui ils ont des amis ou des connaissances en commun. Il les considère dignes de confiance, l'expéditeur confirme que le voyageur ira réellement à la ville du bénéficiaire. L'expéditeur demandera alors au voyageur d'apporter l'argent à une tierce personne. La personne qui reçoit d'abord l'argent dans le pays d'origine n'est pas nécessairement le bénéficiaire. Il ou elle est choisi parmi les connaissances que l'expéditeur et le bénéficiaire ont en commun.

Un des éléments qui indique que ce système est pratiqué c'est le fait de voir de l'engouement à l'aéroport chaque fois qu'il y a un vol à destination pour le Congo. La plupart de ces gens ne sont pas toujours accompagnateurs. Ils sont à la recherche d'une personne pouvant apporter leur argent. Si la tentative échoue, l'expéditeur revient une autre fois ».

Nous avons réalisé que des groupes de voyageurs d'affaires peuvent coopérer pour réduire le risque d'ennui douanier où l'argent est transporté par des intermédiaires. Passer des aéroports ou des frontières avec plus de 10 000 dollars est compliqué, ainsi des groupes de voyageurs se partagent les montants afin d'équilibrer les sommes entre eux. Ceux qui ont assez d'argent en donnent à ceux qui en ont moins, et une fois arrivés à la destination tout le monde reprend son argent.

"Je peux avoir peut-être 15 000 dollars et mon frère n'en a que 4 000 dollars, je lui donnerai une partie de mon argent que je reprendrai une fois à la destination." « Des fois, je peux partager d'argent avec mes amis et chacun de nous en envoie à différents bénéficiaires mais tout l'argent est à moi et je le reprends dès qu'on est arrivé à destination ».

Il est évident que les expéditeurs d'origine africaine appliquent ce système mais plutôt avec les intermédiaires qui voyagent par bus que par avion. Nzamawita (2016, 66) rapporte que les Congolais vivant à Cap Town en Afrique du Sud utilisent une "prétendue" Agence Congolaise de transfert de fonds", située à Captown CBD qui fait des voyages express le week-end d'Afrique du Sud à Lubumbashi

(une ville en RDC), et les personnes impliquées se servent des passagers pour effectuer les transferts de fonds. « 50% du groupe prélevé dans cette étude transfèrent l'argent à par cette méthode. Dans notre recherche préliminaire, les répondants ont indiqué que le transfert d'argent par la voie terrestre via des bus est prédominant surtout dans la partie orientale de la RDC (Beni, Bunia, Goma, Bukavu, et Kisangani).

Une autre technique reportée dans la phase préliminaire de recherches était le fait de cacher l'argent dans des voitures embarquées à destination de la RDC, en particulier provenant de la Belgique. Cette pratique était à un certain moment très répandue, mais a été brusquement anéantie lorsque le gouvernement a imposé une interdiction à importer des voitures de plus de 10 ans, ce qui a énormément réduit le nombre de voitures importées de la Belgique.

Bazenguissa-Ganga signale que dans ces types de transactions, il n'y a pratiquement pas de frais payés à la personne qui transporte l'argent. Le système est ainsi basé sur la confiance et plein d'altruisme. Cependant, il est également caractérisé par une certaine tromperie, vol et présentation erronée au point de contrôle à la frontière :

« Si tu declares à ces gens de bureaux ce que tu as, ils feront tout pour confisquer une grande partie, c'est la raison pour laquelle je ne dis jamais le montant total que j'ai; »

« Nous savons tous qu'à l'Office de Contrôle les gens ne déclarent pas la totalité d'argent qu'ils ont, ils n'en déclarent qu'une très petite partie. Parfois, nous insistons et saisissons une partie du montant mais de façon honnête, les montants dissimulés sont très élevés. Par exemple, quelqu'un peut te dire qu'il a 10 000 dollars alors qu'il en a peut-être 25 000\$, vous voyez la différence ? Très grande ;.. ?.

3.1.2 Les messageries informelles

Bazenguissa-Ganga suggère que le système de transfert d'argent du type Hawala existe au sein la diaspora de congolaise. Cela arrive partout où un propriétaire légitime réalise ses opérations que ce soit dans le pays de départ ou de destination du transfert de fonds. L'expéditeur a habituellement une relation de confiance avec l'homme d'affaires. Sur cette base, il remet de l'argent avec une activité dans le pays de départ, et le bénéficiaire peut alors retirer les fonds dans le pays destination. D'habitude, pour la perception de taxes la somme s'élève à 2 ou 4% de la valeur de la transaction, et lorsque la relation entre l'expéditeur et le propriétaire d'affaires est bonne, la transaction peut être gratuite. Le propriétaire d'affaires bénéficie potentiellement du pouvoir de déplacer son capital en dehors de la RDC, ou de spéculer sur le taux de change. Selon notre recherche préliminaire, il est évident que l'utilisation de ce genre de système soit en application entre les pays de la région.

« Oui, parfois, quand je voyage, je donne l'argent à quelqu'un ici et je le reprend auprès d'une autre personne une fois que je suis au Bénin pour acheter des marchandises »

« Mon père habite en Allemagne et m'envoie souvent l'argent à travers Western Union, mais parfois il l'envoie à une femme dans mon quartier qui est comme un agent; Je n'aime pas y aller parce que, quand on te voit sortir de sa maison, on sait que tu as certainement reçu l'argent; J'ai dit à mon père que c'était dangereux et risqué mais c'est lui qui décide; puisque j'ai besoin d'argent alors je ne pas de choix ».

Le même auteur mentionne également le transfert réalisé officieusement par des missionnaires, en utilisant l'infrastructure d'église pour stocker les fonds qui peuvent alors être livrés à des membres de famille tel qu'ils le souhaitent. Cette forme de transaction semble être rarement utilisée et on y ainsi pas.

D'après notre recherche préliminaire, il est également évident que Moziki ou associations de fraternité soit utilisée pour des transactions. Moziki est une association bénévole qui peut être créée pour plusieurs raisons.

Par exemple, les membres de Moziki peuvent former un club d'épargne, alors que d'autres envoient les marchandises à la maison qui sont alors vendues. Les membres dans un Moziki ont des relations basées sur confiance entre eux, cela peut également être employé dans but de transfert de fonds. Ainsi quand un membre de Moziki voyage, il donne de l'argent à quelqu'un de la part d'un membre de Moziki.

« J'ai récemment voyagé de Paris et ma tante m'a remis 3000 euros à apporter à quelqu'un en RDC ; c'était l'argent de son amie avec laquelle elle pratique le Moziki à Paris ».

On devrait noter que les barrières à l'usage canaux formels se développent en dehors de centres urbains, étant donné que la RDC est faible en infrastructure de transport et le nombre d'agences de services à proximité est limité, certains commentateurs indiquent qu'une énorme majorité de transfert se fait à travers de méthodes informelles.

3.1.3 Le transfert des marchandises

Notre recherche préliminaire a indiqué que les transferts de marchandises sont aussi appliqués comme moyen pour négocier sur la réduction du prix de transferts, en particulier quand l'expéditeur est en Asie (Chine, Inde, etc.).

« Si une personne dans un pays où le transfert est impossible, les marchandises sont embarquées et le bénéficiaire en RDC les vend afin d'avoir de l'argent à partir des ventes ».

3.2 Canaux formels

Il n'est toujours pas facile de savoir si un canal de transfert est formel ou pas, étant donné que des transactions formelles peuvent inclure de considérables équivoques lorsque l'identité des parties concernées ou la base sur laquelle s'effectue une transaction est prise en compte. Toutefois, il est possible de faire une distinction sans précision entre trois types de canaux formels notamment les banques, les ONG et les messageries financières.

3.2.1 Les banques

Toutes les 15 banques opérant en RDC (Access Bank, Advans Bank, Afriland Fisrt Bank, BCDC, BGFI, BOA, Byblos Bank, Ecobank, FBN Bank, Rawbank, ProCredit Bank, Sofibanque, TMB, UBA, City Bank, Standard Bank) offrent à leurs clients des services de transfert international. En dehors de TMB, Toutes ces banques travaillent en partenariat soit avec Western Union ou MoneyGram pour les transferts de fond mais, quelques-unes d'entre elles ont leurs propres services de transfert d'argent.

- Africash de l'UBA ;
- Rapid Transfer d'Ecobank
- Regional ECobank card ;
- China card de Rawbank ;
- AfriFlash d'Afriland.

Toutefois, historiquement parlant, l'usage direct des services bancaires formels a été limité et ainsi les banques ont été indirectement utilisées pour réaliser la transaction. Des efforts ont été fournis en particulier afin d'éviter d'utiliser les systèmes bancaires congolais pendant les transactions.

Voici les mécanismes :

Les membres de diaspora retournent vers leurs pays avec une petite somme d'argent ou sans argent afin d'éviter des disputes au niveau de douanes. Une fois arrivés, comptant sur leur intégrité ils empruntent de l'argent aux commerçants surtout les étrangers ou quelques expatriés. Soit ils connaissent la personne à qui ils empruntent soit ils sont présentés par une tierce personne qui connaît les deux parties. Le négociant donne l'argent contre un chèque d'une banque dans le pays hôte. Le client peut donner une

somme supplémentaire pour sceller l'accord. Ainsi donc, le négociant dépose le chèque dans son propre compte bancaire à l'étranger, en l'envoyant soit par mail soit par des amis se déplaçant pour l'Europe ou avec le client.

Le deuxième type c'est lorsque un détenteur local d'un titulaire d'un compte bancaire européen opère comme intermédiaire entre les nationaux et les agents de change et de prêt pour les transferts d'argent, mais les détails d'échange demeurent les mêmes que ceux du premier type.

Dans notre recherche préliminaire, nous avons trouvé un exemple pour le deuxième type :

« Quand je voulais acheter un véhicule ici en RDC, c'est compliqué d'effectuer le transfert à partir de mon compte en France était ; ainsi j'ai négocié avec les gens et je leur ai remboursé à partir de mon compte en France».

3.2.2 Les ONGs

Un canal de transfert spécifique utilisé entre la France et la RDC c'est à travers les ONG. Ce sont des activités qui sont enregistrées en France comme étant des ONG, ce qui veut dire qu'elles ne sont pas enclin à la taxe, mais en RDC ce sont des « activités privées impliquées dans plusieurs affaires (voyage, cabines téléphoniques, etc.). Ce type de transfert de fonds est formel à l'échelle qu'il implique une ONG enregistrée, ce qui est régulier quant à la façon dont elle entreprend une transaction. En revanche, la transaction en soit est indubitablement frauduleuse :

Ces ONG sont principalement situées dans deux zones : Grigny et Saint-Denis. Un grand nombre de compatriotes vivant dans des logements publics sont concentrés dans ces deux zones. L'activité officielle de ces ONG c'est le convoi de nourriture (sacs de riz, etc.). Le contrat est une sorte de parrainage liant deux familles. L'expéditeur propose de parrainer une famille du Congo-RDC. C'est en réalité, sa propre famille.

3.2.3 Les messageries financières

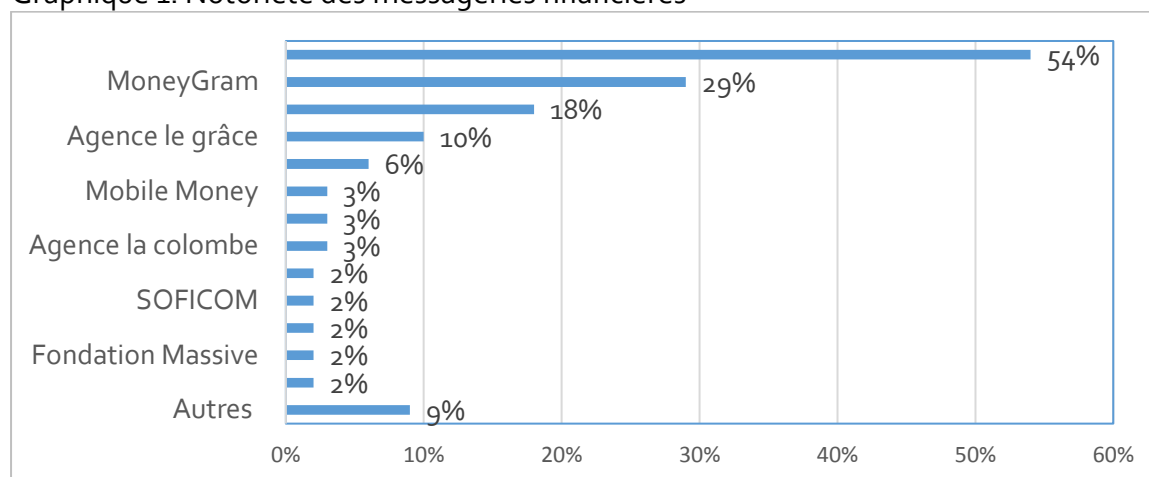
La première messagerie financière à œuvrer sur le marché congolais était Western Union en 1999. Dès son lancement, elle a ciblé toutes les classes sociales. La réalisation du modèle Western Union était, cependant, compliquée par le fait qu'initialement les seuls partenaires étaient des banques or la présence de celles-ci, au pays, était limitée. Ce n'est qu'après quelques années qu'il a été possible

d'intégrer d'autres partenaires et la présence de banques a aussi évolué ; par conséquent, en ce jour, Western Union est répandu.

La BCDC a été un partenaire financier de transfert pour Western Union depuis 2001. La CFC a tiré son origine de la BIAC, est à ce jour le plus grand représentant de Western Union en RD Congo avec 160 agences à travers le pays et un portefeuille annuel d'environ un million de clients. La CFC est dans le top cinq des partenaires africains. En dehors de Western Union, d'autres compagnies de transfert ont commencé à s'installer en RDC depuis 2006. C'est le cas de MoneyGram avec Rawbank.

Pour les personnes interviewées dans notre étude, Western Union était l'agence de transfert la plus connue et la plus utilisée, ci-dessous quelques chiffres :

Graphique 1: Notoriété des messageries financières



Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

3.3 Le coûts des transferts

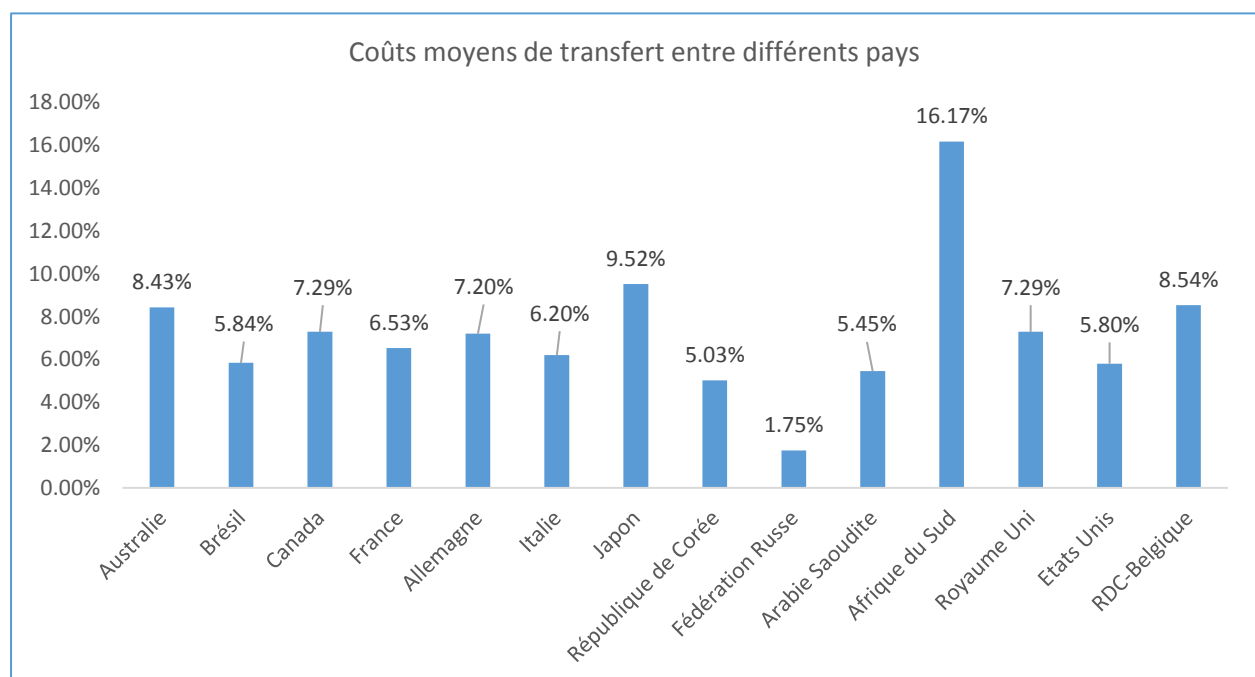
Afin d'estimer le coût total d'une transaction, il est nécessaire d'avoir une idée de la marge que l'agent réalise sur le taux de change, et d'autres frais applicables. Alors que nous étions en mesure de chercher des détails sur d'autres frais, la seule source de données sur la marge réalisée sur le taux le change que nous avons pu obtenir est la base de données des Prix des transferts internationaux de la Banque Mondiale.

Dans ce canal, dans le quatrième trimestre de l'année 2017, la marge sur le taux de change était en moyenne de 4,6% de la valeur de transaction de 140€ et frais totaux étaient de 8,54% de la valeur de transaction à 140€ et de 6,99% pour la transaction de 345€. Comme on peut le constater, les marges

sur le taux de change, pour cette raison, incluent éventuellement une proportion importante des frais totaux de transaction.

Dans le graphique 2 ci-dessous, nous avons ressorti le coût de transfert Belgique-RDC contre ceux des pays du G20 toujours avec la base de données des Prix des transferts internationaux de la Banque Mondiale. Tel que vous pouvez constater, le canal de la Belgique est assez cher en comparant. Par contre le canal Belgique–RDC est un des meilleurs canaux de transfert bien établi approvisionnant la RDC, et il est probable que les prix compétitifs soient appliqués sur ce canal à partir de la RDC que pour d’autres canaux. Il est probable que le coût moyen de transfert entrant ou sortant de la RDC soit réellement plus élevé que ceci.

Graphique 2: Coût moyen de transfert de US\$200/€140, entre les pays du G20 et Belgique-DRC



Source: Prix des transferts internationaux publié le 24 décembre 2017; Base de données des coûts de transfert de la Banque Mondiale quatrième trimestre 2017 pour la Belgique-RDC.

Les données que nous avons collectées sur les prix des envois de fonds tels que déclarés par les banques et les agences de transfert d'argent en RDC, qui excluent les frais de change, sont en annexe.

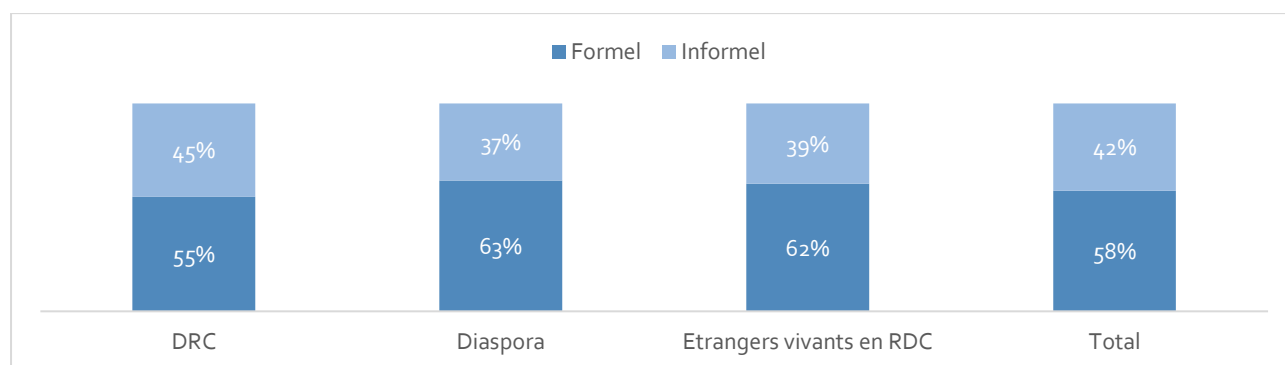
Nous avons également pu recueillir des informations sur les frais de transferts informels, en particulier sur le couloir RDC-Angola. Lors des discussions avec les répondants, il a été largement rapporté que les frais standards représentaient 5% du montant remis, et nous avons constaté que

c'était correct lorsque nous avons testé le marché en envoyant de l'argent via un agent informel. Cependant, encore une fois, cela n'inclut pas les marges de taux de change.

3.4 Recherche préliminaire – Les modes de transfert

Nos recherches préliminaires couvraient 105 personnes interrogées en RDC et à l'étranger. Parmi les personnes interrogées, 58% ont fait des transferts via des canaux formels et 42% via des canaux informels (le nombre de fois que chaque canal est utilisé). Il est à noter que l'utilisation des canaux informels reste assez élevée parmi les étrangers résidants en RDC, les résidents de la RDC et la diaspora de la RDC.

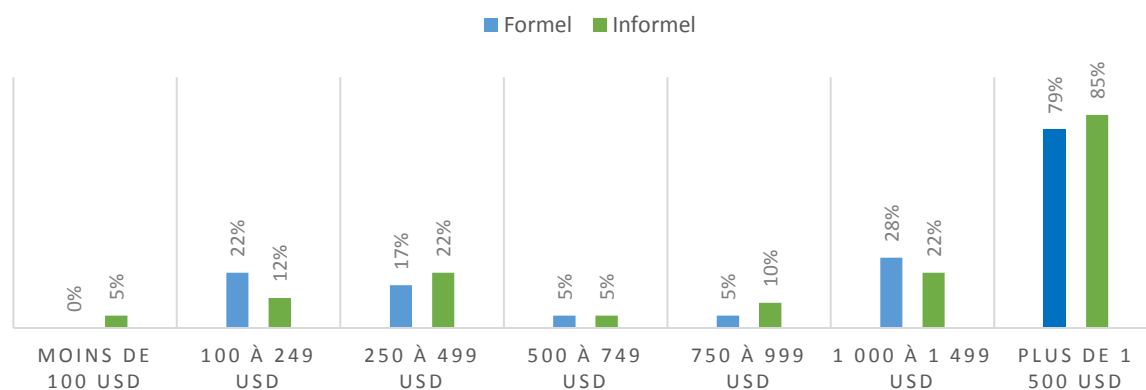
Graphique 3: Les pratiques d'envoi et de réception en RDC



Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

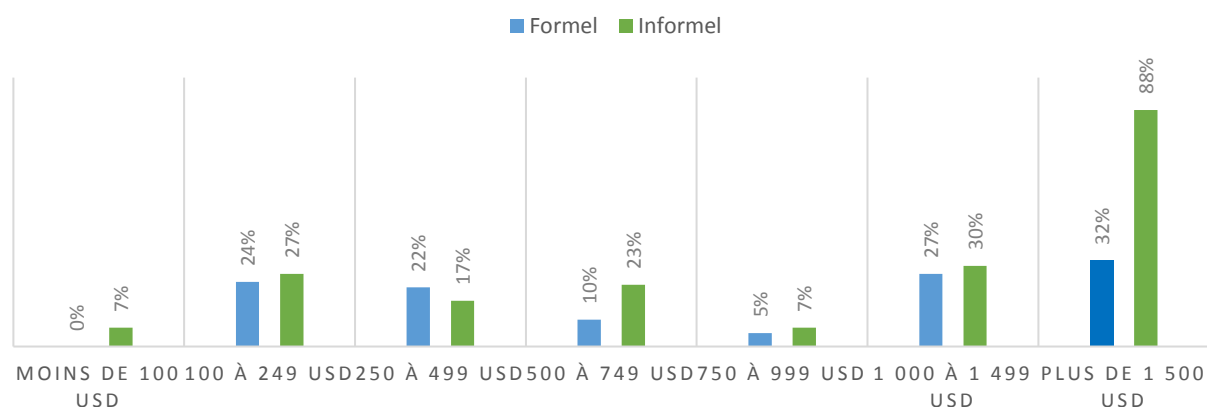
Bien que la taille de l'échantillon soit petite et donc non statistiquement représentative, il est tout de même intéressant de constater que le montant envoyé par les canaux formels et informels est resté assez similaire, même si la taille des transactions augmentait - voir la graphique 4. Par contre, nous avons observé l'usage des canaux informels ; il a été plus couteux pour les transactions de plus de 1 500 USD - voir la graphique 5. Cela est préoccupant du point de vue blanchiment d'argent.

Graphique 4: Montants envoyés via les canaux formels/informels



Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

Graphique 5: Montants reçus via les canaux formels/informels

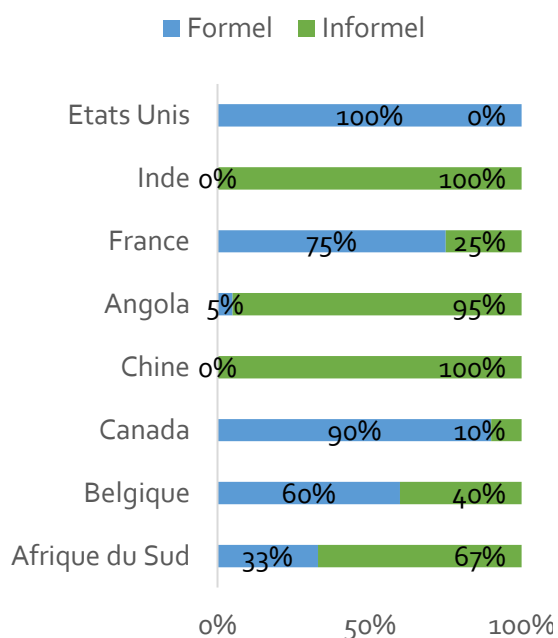


Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

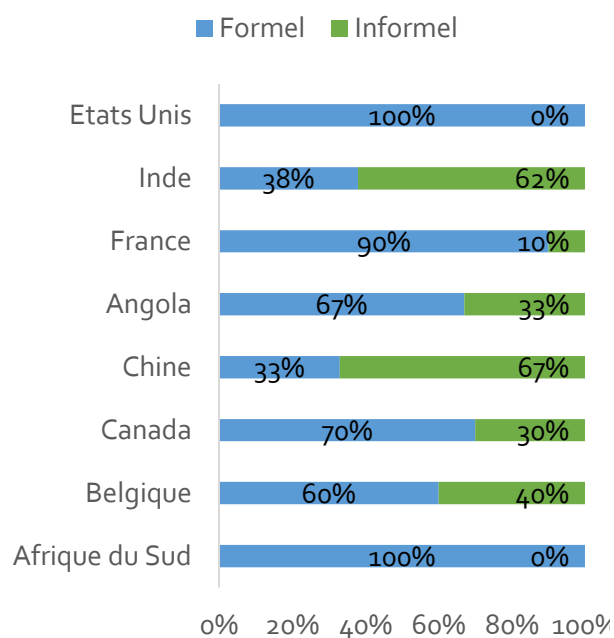
Les graphiques 6 et 7 ci-dessous détaillent les modes de transferts de fonds des citoyens de la RDC vivant à l'étranger, par rapport aux citoyens des pays vivant en RDC. Ces résultats donnent l'impression qu'il est facile de faire des envois formels dans chacun de ces différents lieux tel que décrit la fin de la section pas 7.1. Les destinations non problématiques telles que le Canada, les États-Unis, la France et la Belgique ont des niveaux de transferts formels élevés pour la diaspora congolaise et les congolais vivants en RDC. Les Sud-Africains et les Angolais vivant en RDC font des envois formels, mais les citoyens de la RDC en Angola et en Afrique du Sud font très souvent les envois informels. Cette tendance est encore plus observée en Inde et en Chine, ce qui est conforme aux

réglementations indiennes et chinoises qui favorisent la réception des envois de fonds, et rend plus difficile l'envoi de fonds à d'autres pays.

Graphique 6: pratiques au sein de la diaspora congolaise par pays



Graphique 7: Pratiques au sein des étrangers vivants en RDC



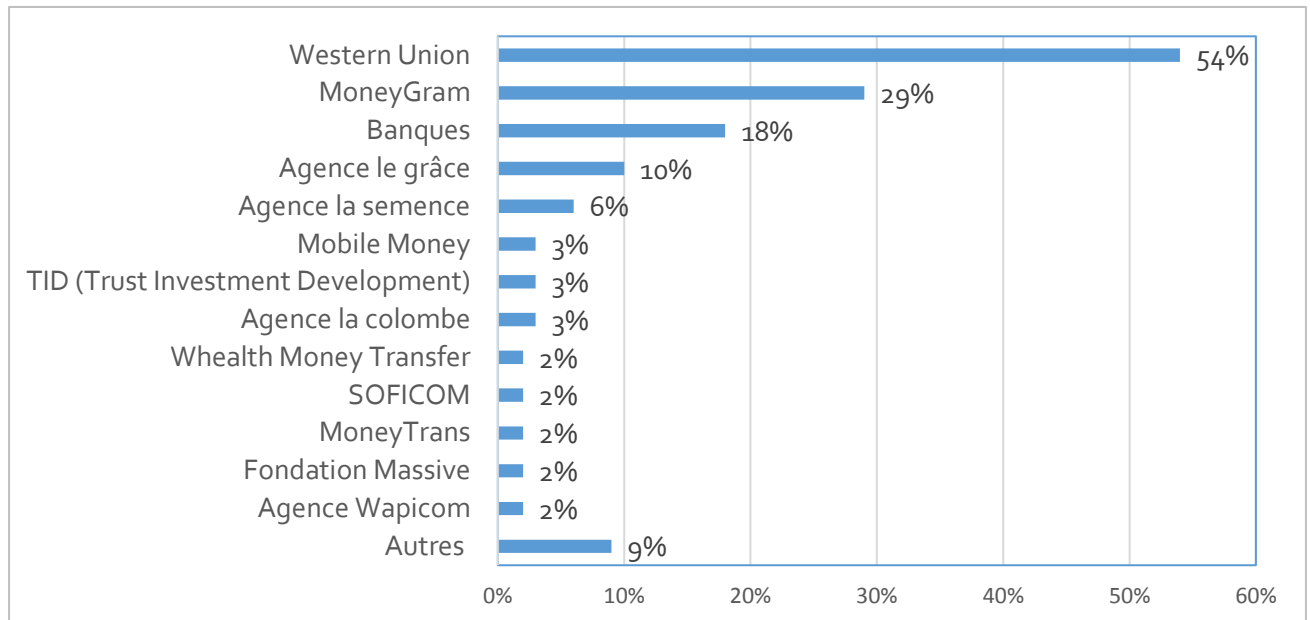
Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

Tel que le montre le graphique 8 ci-dessous, Western Union est le moyen de transfert d'argent le plus utilisé, suivi de Money Gram. D'autres agences telles que La Grace, La Semence, TID, etc. se font progressivement une place dans la sphère d'utilisation parmi les Congolais au en RDC et vivant à l'étranger. Western Union est décrit comme fiable, sûr et rapide, avec un large réseau de distribution; mais cher et nécessitant de nombreux documents pour effectuer les transactions. MoneyGram est bien connu mais n'est pas très utilisé; ses points de distribution sont disponibles partout mais encore une fois il est considéré comme cher par les utilisateurs. L'agence congolaise La Grace gagne progressivement de la place; étant moins chère que les leaders du marché et est perçue comme ne demandant pas autant de documents que Western Union et MoneyGram. Les agences de transfert de fonds se révèlent beaucoup mieux en termes de rapidité de service que les transferts bancaires:

« Avec Western Union, j'ai l'assurance que mon enfant qui étudie en Egypte recevra l'argent que j'envoie dans les cinq minutes qui suivent, alors que le virement bancaire prendra peut-être 4 jours ... »

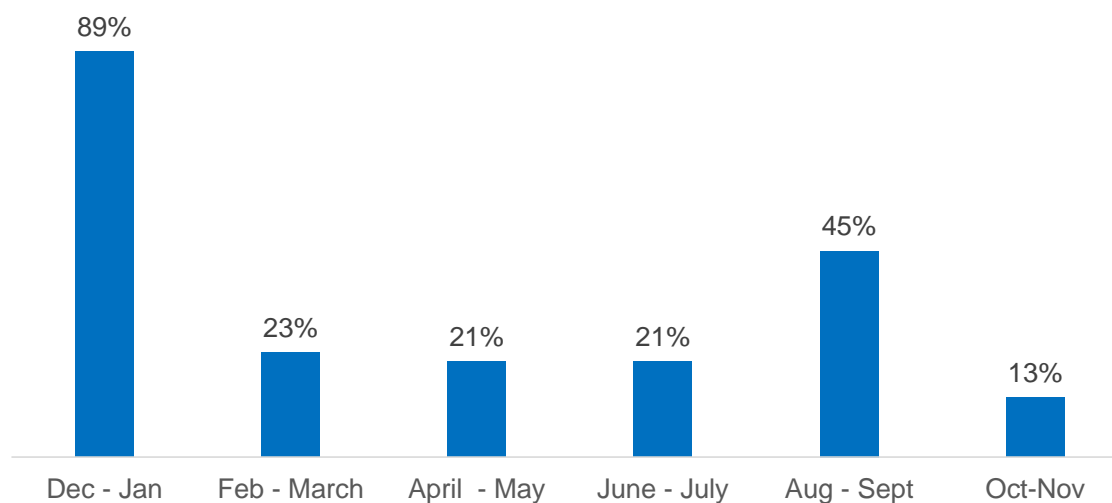
Graphique 8: Description des pratiques formelles



Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

Les virements bancaires seraient principalement utilisés pour payer les frais de scolarité à l'avance. Ainsi les mois de janvier, août, septembre et octobre sont les périodes pendant lesquelles les virements bancaires pour les frais de scolarité sont couramment effectués. Parce que le besoin de paiement est connu à l'avance, les 3-4 jours nécessaires pour que le bénéficiaire reçoive l'argent dans son compte n'a aucun impact.

Graphique 9 : Saisonnalité des modes de transferts de fonds



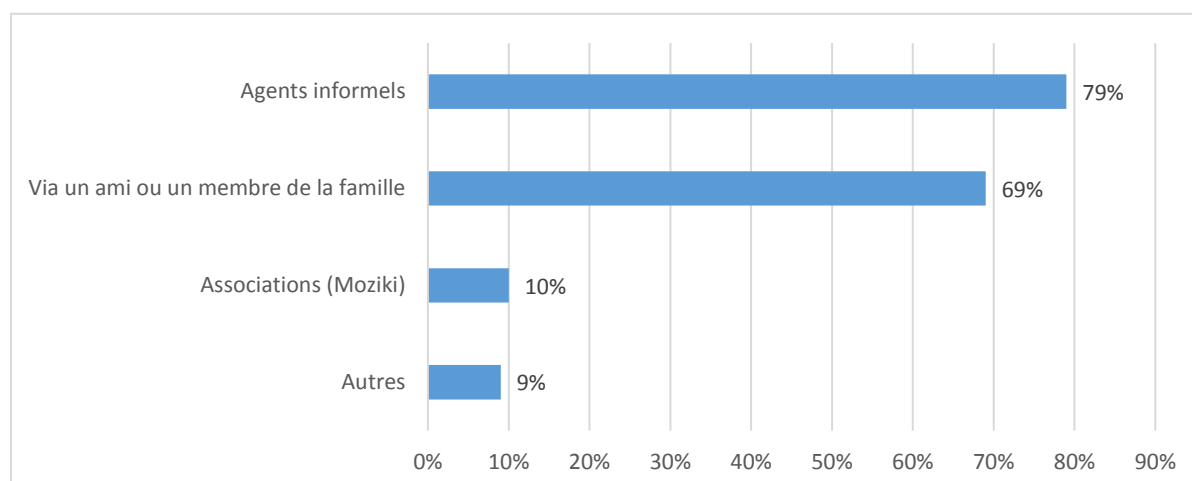
Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

Il convient de noter que l'utilisation de la carte chinoise de Rawbank semble avoir été problématique pour les personnes interrogées, et il y a peu de preuves probantes d'une utilisation continue:

« Avant, j'utilisais la carte bancaire chinoise de Rawbank, mais un jour, il s'est fait que quand je sois arrivé en Chine, j'ai eu des difficultés pour retirer mon argent, j'ai été obligé d'emprunter de l'argent auprès des amis pour faire mes achats. Depuis ce jour-là, j'ai cessé de l'utiliser. Et désormais je voyage avec mon argent ».

Le graphique 10 montre que la pratique informelle la plus courante est celle d'un agent de transfert informel suivi de la pratique de remettre de l'argent à un ami ou à un proche qui voyage.

Graphique 10: Description des pratiques informelles



Question posée: Entre les pratiques formelles / informelles, laquelle pratiquez-vous le plus?

Source: Interview avec les gens qui font les transferts d'argent, 2018

Les facteurs qui influencent le choix du consommateur sur l'utilisation des différents moyens de transfert de fond dépendent fortement de ce qui suit:

- **Le coût:** le coût des agences formelles est perçu comme étant très élevé, surtout lorsque le montant envoyé est bas.
- **Le montant à envoyer:** alors qu'il est très coûteux d'envoyer de très petits montants de manière formelle, ces derniers deviennent plus regardant lorsqu'il s'agit des montants supérieurs à 10 000 USD à envoyer de manière formelle. Les tous petits ou très gros montants sont plus enclins à être envoyés via des canaux informels.
- **L'urgence:** plus l'urgence s'impose, plus l'argent est susceptible d'être envoyé par des canaux formels.

« Si mon enfant qui étudie en Egypte me demande de l'argent pour un besoin pressant, je suis obligé d'aller à Western Union car dans les 5 minutes qui suivent, il recevra l'argent ».

- **La disponibilité:** l'utilisation d'une agence de transfert est très influencée par sa disponibilité. Où les agences de transferts formelles sont moins répandues (par exemple en Angola, compte tenu de la réglementation), les canaux informels prédominent.
- **Le risque:** bien que moins cher, les méthodes de transactions informelles impliquent souvent plus de risques de vol ou d'autres cas de perte. Dans notre échantillon, les personnes effectuant

des transactions commerciales semblaient plus disposées à accepter le risque/coût qu'impliquent les méthodes informelles de transfert de fonds. A l'inverse, s'agissant du paiement des frais de scolarité ou des frais médicaux, la tolérance au risque est très faible et donc une forte utilisation des agences de transferts formels.

3.5 Revue de la littérature - Migrations congolaises et modes de transferts

Il est essentiel de comprendre le mode de transfert des émigrants congolais afin d'estimer la taille du marché congolais de transfert de fonds transfrontaliers. Cela inclut la proportion de migrants qui transfèrent, le montant moyen par transaction, et la fréquence à laquelle ils effectuent ces transferts. Des données considérables sont également disponibles en ce qui concerne les agences utilisées pour les transferts, avec des informations plus limitées sur le statut de résidence du migrant (ce qui a tendance à affecter la capacité des migrants à effectuer des transferts via des agences formelles).

3.5.1 Proportion des migrants qui transfèrent de l'argent

Il y a réellement des fortes attentes culturelles autour du rôle économique que les migrants devraient jouer dans leurs familles d'origine, et que, par conséquent, la pression sociale est forte pour que les émigrés fassent de transferts vers la RDC.

« Le degré de difficultés économiques en RDC a fait que des migrants soient les seuls fournisseurs économiques pour de nombreux ménages. Afin de les inciter à fournir des biens sociaux, la culture populaire a inventé de nouvelles couches sociales parmi les migrants (mikilistes en lingala): la classe de « VRAIS mikilistes » (ce qui signifie migrants réels) et l'autre des « faux mikilistes » (faux ou migrants sans succès). La classe supérieure de « Vrais mikilistes » est essentiellement définie comme constituée des migrants qui sont en mesure d'aider leurs familles au pays (Lanquetin, 2006; Mowoso, 2007), alors que celle des « faux mikilistes » est définie comme « des migrants économiquement inefficaces ou inutiles », ou ceux qui ne veulent pas aider leurs familles. Pour être qualifiés de « vrais mikilistes », les transferts de fonds (argent et autres matériels tels que les vêtements) sont des objets spécifiques qu'il faut absolument renvoyer au pays (Mowoso, 2007). Dans le cas contraire, on utilisera le jargon congolais « bako pimela ye bileyi » 15 signifie

que le statut de « réel migrant » ne lui sera pas reconnu (Lanquetin, 2006). Ces identités de migrants socialement construites sont la base non seulement de la dignité sociale individuelle à chaque migrant, mais aussi de la dignité de leurs familles respectives. Les effets sociaux consécutifs des transferts ou pas ne doivent pas être classés dans l'une ou l'autre des deux classes sociales. Cependant, la catégorie sociale du « faux mikiliste » est très stigmatisant sur le plan social que les migrants congolais recourent à tout prix aux envois de fonds pour échapper à la stigmatisation qui y est attachée, même en envoyant de l'argent à des musiciens qui chantent leur nom.

En conséquence, la proportion d'émigrés congolais qui transfèrent les fonds est proportionnellement élevée. Une étude sur les modes de transfert des Africains dans les pays de l'OCDE a révélé que 72% des migrants de la RDC interrogés, soit l'une des proportions les plus élevées du groupe ont envoyés de l'argent au pays.

D'autres résultats sont les suivants:

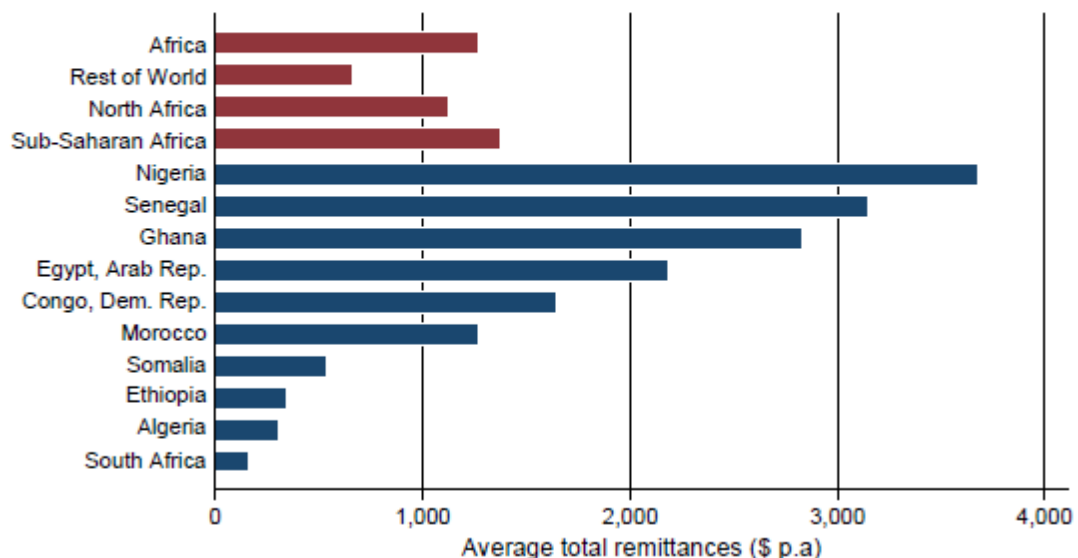
- Une étude sur les citoyens de la RDC en Europe a établi une distinction entre ceux qui sont rentrés chez eux et ceux qui ne l'ont pas fait, et ont constaté que 26% des rapatriés ont envoyé de l'argent contre 4,6% de non-rapatriés.
- Une étude sur les émigrés de la RDC aux Pays-Bas en 2011 a révélé que 80% des 46 répondants effectuait des transferts au pays.
- Une enquête de 2007 a examiné les transferts de fonds provenant des migrants vers leurs familles respectives à Kinshasa : 61% des migrants avaient effectué des transferts, et plus le niveau d'éducation des migrants était élevé, plus ils étaient susceptibles d'effectuer des transferts; 68% des diplômés de l'enseignement supérieur ont effectués de transferts contre 60% des diplômés du secondaire et 48% n'ayant pas fait d'études secondaires. Le pays de migration influence également la probabilité de transfert, avec seulement 53% des migrants effectuant des transferts vers l'Afrique, contre 71% des migrants de l'Europe et 73% des migrants d'Amérique ou d'Asie.
- Une étude de 2016 sur les migrants africains à CapeTown en Afrique du Sud a révélé que, sur les 23 émigrés de la RDC interviewés, 35% envoient de l'argent, 4% des biens et 61% envoient de l'argent et des marchandises.
- Une étude de 2016 sur les transferts de fonds dans la SADC a estimé que 45% des Congolais résidant en Afrique du Sud envoient de l'argent pays.

Les comportements de migration et de transfert de fonds en RDC ont toujours été fortement liés à l'éducation. Beaucoup de citoyens de la RDC migrent temporairement pour étudier, et dans ce cas ils reçoivent des fonds auprès des résidents au pays, ont peu de chance d'envoyer de l'argent au pays, car ils sont susceptibles de rentrer chez eux. Les Congolais plus instruits sont également plus susceptibles d'émigrer, bien que l'impact de l'éducation sur la migration ait diminué avec le temps. Par exemple, alors que les personnes ayant une certaine d'éducation tertiaire étaient deux fois plus susceptibles que les personnes ayant fait des études secondaires de migrer vers l'Europe dans les années 1980, ce ratio a considérablement diminué dans les années 2000. Des niveaux de scolarité plus élevés tendent à améliorer le potentiel de revenus et, par conséquent, la facilité de transfert des fonds.

3.5.2 Le montant transféré et fréquence des transferts

Différentes études ont analysé les schémas de la moyenne de transferts des émigrés congolais. Comme le montre le graphique 11 ci-dessous, une analyse des données sur plus de 12 000 migrants africains dans neuf pays de l'OCDE, comprenant 139 émigrés de la RDC, ont constaté qu'ils envoient en moyenne 1 764 dollars américains par an. Les transferts de fonds représentaient en moyenne 12% du revenu annuel.

Graphique 11 : Total des transferts de fonds par pays de naissance, les migrants africains dans l'OCDE



Source: (Bollard, McKenzie et Morten, 2010, p.11)

Une autre étude de 46 émigrés de la RDC aux Pays-Bas en 2011 a révélé que le plus grand groupe de personnes interrogées effectuait des transferts mensuels dont le montant entre 500-999 €.

Tableau 5 : Montant envoyé par les émigrés de la RDC en 2011, Pays-Bas

Montant transféré (€)	En espèces	Des biens	Fréquence de transfert	En espèces
Moins que 100	0	0	Hebdomadaire	2
100-249	1	4	Mensuel	19
250-499	2	2	3-4 fois par an	11
500-999	11	10	1-2 fois par an	2
1 000-1 499	6	5	En cas d'urgence	9
1 500-1 999	7	2	Jamais	0
2 000-2 999	4	3		
Plus de 3 000	6	5		

Source: (Michielsen, Notteboom, & Lodewyckx, 2012)

Contrairement à cela, une étude antérieure de 2006 sur les migrants aux Pays-Bas avec 218 enquêtés de la RDC a constaté que les émigrés congolais avaient tendance à envoyer leur argent le plus souvent chaque trimestre et que la plupart d'entr'eux remettaient 100 euros ou moins à la fois. La raison de la différence substantielle dans les résultats n'est pas connue, mais le plus grand échantillon de l'étude de 2006 suggère qu'il est plus susceptible d'être fiable.

Tableau 6 : Modèles de transferts de fonds, émigrés de la RDC aux Pays-Bas

	Fréquence d'envoi		Montant envoyé à chaque fois
Une fois par mois	19,4%	100 € ou moins	49,5%
Tous les 3 mois	40,3%	100 à 200 €	33,9%
Tous les 6 mois	13,9%	201 à 300 €	7,3%
Au moins une fois par an	16,7%	301 € ou plus	9,2%
Une fois après quelques années	9,7%		

Source: (Mohogu, 2006, p.15)

Une enquête de 2007 a examiné les transferts de fonds reçus par les familles de Kinshasa provenant des membres migrants, y compris ceux de tous les autres pays. Compte tenu du revenu plus élevé des résidents de Kinshasa par rapport au reste du pays, il faut faire attention à l'interprétation de ces résultats. Néanmoins, la grande majorité des transferts de fonds effectués étaient de taille relativement modeste, 74% des familles recevant moins de 150\$ lors du dernier transfert.

Tableau 7 : Montants transférés lors du dernier transfert par des migrants congolais

Montant (US \$)	Proportion (%)
Moins de 150	74
150 à 299	17
300 à 449	5
450 à 599	1
600 et plus	3
Total	100

Source: (Mangalu Mobhe, *Les transferts des émigrés congolais vers les ménages de la ville de Kinshasa: niveau et déterminants*, 2010, p.8)

La plupart des ménages ont indiqué que les migrants transféraient de l'argent occasionnellement ou lorsque la famille avait un problème.

Tableau 8 : Migrants ayant effectué des transferts monétaires aux familles à Kinshasa par fréquence

	Nombre de répondants	Proportion (%)
Fréquence de transfert		
Au moins mensuellement	80	13,3
Au moins trimestriel	78	13,0
Parfois	260	43,1
S'il y a un problème	185	30,7
Total	603	100

Source: (Mangalu Mobhe, *Les transferts des émigrés congolais vers les familles à Kinshasa: niveau et déterminants*, 2010, p.8)

Il convient de noter que les études mentionnées ci-dessus étudient exclusivement les transferts de fonds des citoyens de la RDC résidant dans les pays développés ou utilisent des ensembles de données incluant des migrants dans tous les pays. Les études sur la migration suggèrent cependant que les migrants vers les pays africains ont un niveau d'éducation inférieur en moyenne et sont donc susceptibles d'envoyer moins d'argent. Les études disponibles à partir des destinations africaines soutiennent vaguement ceci. Comme indiqué ci-dessous, une étude menée en 2016 à Cape Town, en Afrique du Sud, a révélé que le montant moyen transféré était d'environ 2000 Rand, soit de l'ordre de 140 à 170 dollars américains, selon le taux de change en vigueur.

Tableau 9 : Montant d'argent transféré à chaque fois et fréquence de transfère des émigrés de la RDC au Cap Town

	% des envoyeurs		% des envoyeurs
<R500	0%	Après 3 mois	8
R500-R1000	9%	Deux fois par an	16
R1000-R1500	27%	Annuel	4
R1500-R2500	46%	Juste une fois	17
R2500-R5000	0%	Dès que possible	38
> R5000	18%	Après quelques années	17

Source: (Nzamawita, 2016, pp. 63, 65)

Remarque: Lors de l'interprétation des données de la fréquence de transfert, il convient de considérer l'inclusion de la réponse «chaque fois que possible» et l'exclusion de l'option de réponse "mensuelle" soulèvent la possibilité que certains expéditeurs mensuels répondent de la sorte.

Certaines de ces études ont également recueilli des preuves informelles de transferts extrêmement élevés de résidents congolais en Afrique du Sud:

« Dans certains cas, les migrants non seulement se privent pour pouvoir effectuer des transferts, mais, tout en se plaignant, continuent à envoyer de l'argent en famille même après avoir appris que l'argent qu'ils envoient est "dilapidé". Les amis d'une femme ont affirmé que chaque mois elle s'endette constamment pour acheter le lait de son nourrisson, car elle transfère tout son argent après la paie. Comme un gardien des voitures s'est plaint: «Il est bon d'envoyer de l'argent au pays,

mais pas à la manière des Congolais. Comment quelqu'un qui gagne 1200 rands par mois peut-il en envoyer 700 rands? Je vous dis ce que je vois avec mes gars ici. Je pense qu'il faut d'abord investir pour soi-même, et une fois stable penser à la famille. Sinon, on rentrera les mains vides ».

Enfin, une étude de 2016 sur les transferts de fonds dans la région de la SADC a estimé, sur base des données disponibles, que les citoyens de la RDC résidant en Afrique du Sud transféraient probablement environ 7 000 rands par an.

3.5.3 Usage des canaux de transfert

Nous avons constaté que les enquêtes contenant l'analyse des canaux par lesquels les transferts de fonds ont été envoyés avaient des résultats très différents. Deux des études examinées, comme le montre le tableau 10 et le tableau 11 ci-dessous suggèrent que les messageries financières formelles sont le moyen de transfert de fonds le plus important. Le premier, examinant les ménages à Kinshasa, a révélé que 82% des transferts de fonds ont été effectués par une agence de transfert, tandis que le second, examinant les Congolais aux Pays-Bas, a révélé que 59,2% utilisaient Western Union et 23,4% utilisaient MoneyGram - voir les tableaux ci-dessous.

	Nombre de personnes interrogées	Proportion (%)
Mode de renvoi		
Remettre l'argent directement	32	5,3
Courier	69	11,4
Messageries financières	496	82,2
Autres	7	1,1
Total	603	100

Source: (Mangalu Mobhe, 2010, p. 8)

Table 5: Modes d'usage de transfert des congolais vivant au Pays-Bas

	%
Western Union	59.2%
MoneyGram	23.4%
Banque	0.5%
Commande ou courrier	2.3%
Voyageurs	0.9%
Agence de transfert d'Africaque	13.8%

Source: (Mohogu, 2006, p. 47)

Cependant, il convient de noter que d'autres sources affirment qu'une grande partie des transferts de fonds à destination et en provenance de la RDC se font par des transferts informels, ce qu' estime d'ailleurs nos recherches préliminaires. Par exemple, une enquête menée en 2005 a révélé que 55% des transferts de fonds de la Belgique vers le Congo et le Nigéria sont fait de manière informelle. Une étude réalisée en 2016 au Captown a révélé que les Congolais utilisaient massivement les transferts informels, et précisément les transferts par bus, comme indique dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : transferts de marchandises et les transferts de fonds des émigrés de Cap Town

	Marchandises transférées	Argent transféré
Par un ami ou un parent	7%	-
Par taxi ou bus	67%	50%
Le prendre sur en allant au pays	-	-
Une messagerie financière formelle	20%	5%
Utiliser les agences de transfert de colis informelles	-	36%
Utiliser les agences de transfert de courriers	-	-
Virement bancaire	-	9%
Autre méthodes	7%	-

Source: (Nzamawita, 2016, pp. 66-67)

3.5.4 Le comportement migratoire et statut de résidence

Peu d'études identifiées comprenaient des questions sur le statut de résidence des migrants congolais. Un exemple en 2006, l'entretien avec des Congolais aux Pays-Bas a révélé que 44% avaient obtenu la nationalité néerlandaise, mais n'a pas précisé comment les 56% restants se répartissaient selon le statut de résidence, il est donc impossible d'extrapoler, par exemple, la proportion de sans-papiers.

L'exception a été la recherche menée en Afrique du Sud, où nous avons trouvé trois rapports qui remettaient en question le statut de résidence. L'enquête de 2009 de Kankonde sur les Congolais à Johannesburg a révélé que

« La majorité des migrants congolais interrogés dans l'enquête ont été documentés: 179 [70%] des répondants étaient des demandeurs d'asile; 49 [20%] réfugiés; 20 [8%] avaient un livre d'identité sud-africain; et 20 [8%] avaient des passeports du Congo avec un visa valide ».

De même, une étude menée en 2016 à Cap Town a montré que seulement 17% des migrants de la RDC étaient sans papiers, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 13 : Migrants de la RDC au Cap, types de documents

	Nombre de répondants	%
Permis de statut de réfugié	6	26%
Permis de demandeur d'asile	4	17%
Permis de travail	0	0%
Permis de partenariat	3	13%
Résidence permanente	3	13%
Permis d'études	1	4%
Permis d'entreprise	1	4%
Sans papiers	4	17%
Autres	1	4%
Total	23	

Source: (Nzamawita, 2016, page 59)

Une étude réalisée en 2014 par Inaka à Pretoria a de nouveau constaté que relativement peu de répondants étaient sans papiers - voir le tableau 14 .Cependant, l'étude n'a examiné que les personnes employées, et il est plus facile d'obtenir un emploi si celui – ci est documenté; et Inaka lui-même a reconnu que:

« Ça était difficile d'identifier directement si un informateur avait ou non un statut juridique. C'était une réalité toujours présente pour mes informateurs - pour donner un exemple; J'ai raté une interview avec un informateur potentiel car il a été expulsé d'Afrique du Sud vers la RDC. Comme cet informateur était à l'époque un concurrent pour une fédération officielle des arts martiaux à Pretoria, je pensais qu'il était un travailleur documenté. Étonnamment, deux jours avant la date de notre nomination, la police l'a arrêté en tant que migrant sans-papiers. Ensuite, ils l'ont renvoyé chez lui plus tard. Un autre jour, j'ai été obligé d'interrompre une interview avec sept membres d'une association congolaise. Ce qui s'est passé, c'est que lorsque nous avons commencé à discuter de leur association, ils ont vu de loin des agents des affaires intérieures (portant des uniformes oranges sur lesquels il est écrit: MUNICIPAL PATROL ') avec des policiers. Cinq d'entre eux ont immédiatement quitté leurs bières et se sont enfuis. J'ai été surpris, et j'ai demandé aux deux qui sont restés pour expliquer la situation. Ils ont ouvertement dit que leurs camarades ont eu beaucoup de problèmes avec leurs documents migratoires ».

Tableau 14 : Situation migratoire des travailleurs migrants congolais à Pretoria, en Afrique du Sud.

	Élites	Classes moyennes	La classe ouvrière	Total	%
Naturalisé SA	3	3		6	13%
Résident permanent	1	3	1	5	11%
Permis de travail		2		2	4%
Demandeur d'asile		5	12	17	37%
Réfugié		9	4	13	28%
Sans papiers			1	1	2%
Pas de réponse			2	2	4%
	4	22	20	46	

Source: (Inaka, 2014, p.198)

En revanche, FinMark Trust (2016) ont estimé que 74,3% des migrants congolais résidant en Afrique du Sud avaient un statut de résident formel.

3.5.5 Conclusion sur les modes de transfert

D'après l'étude bibliographique, il est clair qu'il existe des différences substantielles entre les comportements de transfert de fonds en fonction de la destination du migrant. Les populations congolaises qui émigrent vers les pays africains sont généralement moins éduquées et plus pauvres que celles qui émigrent vers les pays développés et, par conséquent, gagnent moins et versent moins que les migrants des pays développés. En résumant les résultats de l'enquête bibliographique, nous devons donc faire la distinction entre les migrants africains et non africains.

Les migrants non africains

- *La proportion de transfert* : la littérature étudiée suggère qu'entre 46% et 80% des Congolais résidant dans les pays développés ont des attributions. Notre estimation est ainsi fixée à un niveau intermédiaire de 60%.
- *Le montant transfert* : Les résidents congolais des pays développés sont généralement mieux éduqués et ont probablement accès à de meilleures opportunités de travail. Nous estimons donc qu'ils envoient en moyenne 1 000 dollars par an. Les sans-papiers auront moins de possibilités de gagner leur vie que les migrants documentés. En conséquence, les sans-papiers verseront 10% de moins que la moyenne, alors que les migrants documentés verseront 20% de plus.
- *L'utilisation des canaux de transfert de fonds* : la plupart des migrants sans papiers utiliseront des canaux informels de transfert de fonds, tout comme jusqu'à 30% des migrants documentés.

Migrants africains

- *La proportion de transfert de fonds* : alors que la proportion de migrants en RDC vers les pays africains qui remettent est probablement plus faible que pour ceux qui ont émigré vers les pays développés, les preuves suggèrent qu'il est probablement encore assez élevé. Nous suggérons donc que la proportion probable de transfert est de 45%.
- *Le montant transféré* : moins d'études et moins de possibilités de travail signifient que l'émigré congolais moyen dans un pays africain verse environ 500 dollars par an. Les

sans-papiers auront moins de possibilités de gagner leur vie que les migrants documentés. En conséquence, les sans-papiers verseront 10% de moins que la moyenne, alors que les migrants documentés verseront 20% de plus.

- *L'utilisation des canaux de transfert de fonds* : la plupart des migrants sans papiers utiliseront les canaux informels de transfert de fonds, tout comme jusqu'à 60% des migrants documentés.

Ces estimations sont basées sur ce que nous pensons être raisonnables, compte tenu des données disponibles. Nous aimerions recevoir des commentaires ou des sources de données supplémentaires qui pourraient être utilisées pour affiner les estimations.

4. LES DYNAMIQUE MIGRATOIRES

Les statistiques sur la population migrante d'un pays donné sont généralement assez difficiles à obtenir. Ce qui est habituellement disponible pour l'analyse est une série chronologique d'immigration formelle ou qui ne traduit pas facilement les estimations de nombre de migrants dans un pays, pour les raisons suivantes:

- **La qualité des données** : tous les pays ne suivent pas bien l'émigration et l'immigration, de sorte que la qualité et ou la disponibilité des séries de données peuvent être médiocres.
- **Les migrants sans-papiers** : seuls les migrants documentés sont enregistrés, ce qui signifie que si les niveaux de migration sans papiers sont élevés, les données formelles peuvent avoir peu de valeur analytique.
- **Traduire les données de flux en numéros de stock** : les données de migration officielles vous donnent des informations sur le nombre de personnes ayant traversé une frontière au cours d'une année donnée, mais ne donnent généralement aucune indication sur le décès, le retour ou le départ d'un tiers pays. Tenter de calculer un stock de migrants à partir de ce flux de données est donc une tâche non triviale.

Ainsi, alors qu'un certain nombre d'organismes internationaux tentent de suivre les populations migrantes, dans la pratique, la qualité de ces bases de données est souvent médiocre. Ceci est illustré dans

Le tableau 15 compare les données sur la diaspora congolaise provenant de deux de ces bases de données: les estimations totales du stock de migrants de la Division de la population des Nations Unies et les estimations du HCR concernant les populations relevant de sa compétence. Les exemples du Kenya et de la Zambie sont particulièrement révélateurs - pour les deux, l'estimation du HCR du nombre de personnes prises en charge à elle seule est plus importante que l'estimation de la division de Population des Nations Unies de la quantité totale d'émigrés en RDC, ce qui ne devrait pas être possible.

Tableau 15 : Top 20 des pays selon la taille de la population d'émigrés de la RDC, total et les populations relevant de la compétence du HCR, 2017

Le stock de migrants des Nations Unies par origine et destination 2017		Populations relevant du HCR, mi-2017	
Ouganda	298 749	Ouganda	221 361
Angola	258 105	Rwanda	83 003
Rwanda	231 438	Représentant uni de la Tanzanie	70 840
Burundi	173 417	Burundi	61 999
Congo	172 923	Angola	46 121
République-Unie de Tanzanie	105 174	Kenya	33 844
Soudan du sud	87 871	Afrique du Sud	32 454
France	77 889	Zambie	24 731
Afrique du Sud	50 340	Malawi	16 806
les États-Unis d'Amérique	25 147	France	16 454
Zambie	21 960	Congo, République de	15 182
Canada	21 445	Soudan du sud	14 795
Belgique	20 359	Mozambique	8 968
République centrafricaine	18 733	Zimbabwe	8 007
Royaume-Uni	17 194	République centrafricaine	4 392
Kenya	11 231	Namibie	2 998
Allemagne	8 755	Brésil	2 313
Suisse	7 125	Canada	2 296
Italie	6 194	Allemagne	2 149
Gabon	6 019	les États-Unis d'Amérique	2 078

Source: Mondialisation et pauvreté; Origine et destination des migrants de l'ONU 2017 (Division de la population de l'ONU), statistiques du HCR à mi-2017 sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées, les rapatriés (réfugiés et personnes déplacées), les apatrides et autres

Dans la pratique, par conséquent, nous nous appuyons plutôt sur un examen plus large de toutes les sources de données disponibles, et sur une analyse qualitative des caractéristiques du pays, afin d'estimer grossièrement les populations migrantes. Bien que cette approche manque de précision, en vérifiant par recoupement les estimations descendantes et les sources de données ascendantes, on espère éviter de faire des grosses erreurs d'estimation.

Les recherches antérieures menées pour FinMark Trust en ce qui concerne la taille des populations migrantes reposent sur une approche en quatre quadrants pour analyser le statut de migration légale, comme le montre le tableau 16 ci-dessous. Cependant, les sources de données sur la diaspora congolaise ne permettent pas systématiquement d'utiliser cette approche, et donc, les adaptations à la technique ont été nécessaires.

Tableau 16 : L'approche à quatre quadrants de l'analyse des populations migrantes

	Droit d'entrée	Aucun droit d'entrer
Droit de rester et de travailler	Migrants avec travail ou résidence permis Demandeurs et ceux ayant le statut de la citoyenneté	Demandeurs d'asile et réfugiés (ont un droit légal d'entrer, mais pas de permis d'entrée au moment de l'entrée) Bénéficiaires des amnisties d'immigration
Pas le droit de rester et de travailler	Les migrants qui entrent avec un permis qui ne leur permet pas de travailler, et cherchent un emploi Les migrants qui entrent légalement mais qui ne parviennent pas à quitter le pays une fois leur permis expiré	Les migrants sans-papiers

Source: Adapté de (FinMark Trust, 2012) basé à son tour sur (Crush & Williams, 2001)

Notre approche est donc la suivante:

- Nous commençons par examiner les données disponibles sur les populations réfugiées
- Nous passons en revue ce que l'on sait des tendances migratoires plus larges de la RDC
- Nous examinons ensuite les sources de données dans les pays de destination, y compris les estimations de la taille de la population migrante et les données sur les migrants documentés et sans papiers
- Nous concluons en faisant un appel sur la taille la plus probable de la population migrante, ventilée grossièrement en réfugiés, autres migrants documentés et sans-papiers.

Comme indiqué dans la section 1.1.2 , les pays sur lesquels nous nous concentrons sont le Rwanda, le Burundi, l'Angola, l'Afrique du Sud, la France, le Congo-Brazzaville, le Canada, les États-Unis d'Amérique et la Belgique. Une discussion sur l'Inde et la Chine est également incluse comme pertinente.

4.1 Population des réfugiés

Le tableau 17 ci-dessous détaille le nombre total de réfugiés congolais, de demandeurs d'asile et d'autres personnes relevant de la compétence du HCR (à l'exclusion des personnes déplacées), enregistré par le HCR, pour les 11 pays concernés. Comme on peut le voir, lorsque les données ont été suivies de 2013 à 2017, la plupart de ces pays ont vu une augmentation substantielle de la taille de la population réfugiée de la RDC.

Tableau 17 : Populations de la RDC concernée par les pays de l'asile, 2013-2017

	Mi 2013	Mi 2017	% de changement
Rwanda	72 501	83 003	14%
Burundi	49 693	61 999	25%
Angola	21 039	46 121	119%
Afrique du Sud	13 386	32 454	142%
France	17 573	16 454	-6%
Congo-Brazzaville	51 974	15 182	-71%
Canada	13 249	2 296	-83%
Les Etats-Unis d'Amérique	-	2 078	
La Belgique	-	1 413	
L'Inde	-	92	
La Chine	-	21	
Tous les autres	354 679	426 760	20%

Source : Bases de données d'UNHCR, fournies par < <http://www.unhcr.org>

Selon UNHCR, environ 524 971 réfugiés des pays voisins (Rwanda, République centrafricaine, Soudan, Angola, etc...) vivent en RDC; la plupart d'entre eux sont situés dans les camps de réfugiés. Après l'entretien avec quelques-uns dans notre phase préliminaire de recherches, nous avons constatés que peu d'entre eux transfèrent l'argent par les canaux formels des agences de transfert de fonds ou de services financiers mobiles (MPESA). D'autres utilisent les agents de transferts informels ou transfèrent par le biais d'un voyageur.

« J'habite ici à Mbandaka depuis de nombreuses années en tant que réfugié, je suis marié ici et je suis de la République Centre Afrique, je fais ma petite entreprise et j'envoie de l'argent par MPESA à mon frère qui vit à la frontière, de là, il renverra alors à ma famille par tous les autres moyens fiables... voilà d'habitude ce que je fais »

4.2 Les tendances de migration

Dans la période postcoloniale, l'émigration de la RDC était centrée sur l'Europe et avait tendance à se limiter aux voyages des élites. Les tendances migratoires plus récentes concernent toutefois des lieux plus diversifiés et un éventail plus large de classes socio-économiques.

Par exemple, une enquête de 2007 a examiné les transferts de fonds reçus par les ménages de Kinshasa et des membres de migrants. L'étude a trouvé qu'il y avait une répartition assez égale des migrants entre les destinations africaines et européennes, avec très peu dans d'autres endroits. Seul un tiers des migrants étaient des femmes.

Tableau 18 : Distribution des émigrants Congolais des ménages de Kinshasa par le sexe et le continent de la résidence

	Femmes		Hommes		Total
	%	Nombre	%	Nombre	%
Afrique	47.4	327	58.0	551	53.1
Europe	45.7	202	35.8	418	40.3
Autre	7.0	35	6.2	68	6.6
Total		564		1037	

Source : (Mangalu Mobhe, *Les Transferts vers les ménages de la ville de Kinshasa de congolais par les émigrés : niveau et causes déterminantes*, 2010, p. 4)

Cette étude de Kinshasa sous-estime probablement la proportion d'émigrés qui se trouvent dans d'autres pays africains, car les résidents de Kinshasa sont mieux placés pour accéder aux voyages en mer. Le développement économique et l'amélioration de la stabilité politique ont rendu les pays tels que l'Angola et l'Afrique du Sud plus attrayants ces 20 et 30 dernières années et des recherches plus récentes sur les migrations suggèrent que l'émigration vers d'autres pays africains augmente plus rapidement que vers les pays occidentaux.

La recherche suggère également que la proportion de Congolais qui voyagent sans papiers augmente. Schoumaker et Flahaux (2013) ont trouvé :

« Près d'un migrant sur trois arrivant en Belgique ou au Royaume-Uni dans les années 2000 était sans papiers la première année, contre environ 10% avant les années 1990. Comme le montrent ces chiffres, les sans-papiers sont beaucoup plus nombreux que

les migrants arrivant clandestinement (en utilisant de faux documents, les documents d'autres personnes), ce qui montre qu'une proportion significative entre légalement et dépassent leurs visas ».

Alors que le dépassement de visa était considéré comme la principale source de sans-papiers, il y avait aussi des preuves d'une utilisation croissante de faux documents et de contrebandiers. Depuis 2000, on estime qu'un migrant congolais sur six au Royaume-Uni ou en Belgique "a déclaré avoir utilisé de faux documents, des documents de quelqu'un d'autre et ou des passeurs payants. "

4.3 Sources de données dans les pays de destination et estimations de la population migrante

Nous rassemblons maintenant les données disponibles sur la taille de la diaspora de la RDC dans les 11 pays d'intérêt, et suggérons ce que nous pensons être une estimation raisonnable de la taille de la population. Idéalement, nous avons pu vérifier plusieurs sources de données par rapport à chacune d'elles pour déterminer si elles étaient raisonnables. Les sources de données officielles telles que les séries chronologiques sur la migration des agences de statistiques nationales et les données de recensement ont été privilégiées, mais même avec des sources de données de meilleure qualité, des incohérences et des erreurs ont parfois été identifiées.

4.3.1 Angola

Le cadre légal de l'immigration angolaise a été plutôt peu accueillant pour les émigrés congolais. En raison de sa proximité avec la RDC, l'Angola connaît un afflux important de réfugiés congolais et de migrants économiques. Cependant, en 2014, l'Angola n'avait pas de cadre formel de politique migratoire et quelques statuts juridiques régissant les migrations dans le pays proviennent du patrimoine colonial de l'Angola et n'ont été ni amendés ni révisés depuis l'indépendance en 1975. En conséquence, le pays a une approche assez punitive à l'égard des sans-papiers. Cela est renforcé par l'inquiétude du public concernant la taille de la population migrante en Angola, estimée par la presse en 2015, à environ un demi-million

de personnes dont l'identification et l'expulsion étaient considérées comme une priorité pour les actions de la police. Une partie de la pression pour empêcher l'immigration sans papiers vient de l'association de ces migrants avec des activités illégales d'extraction de diamants sur le territoire angolais.

Ce type d'environnement réglementaire ne se prête pas à la collecte de données de qualité sur les populations migrantes, parce que la migration légale (qui est plus facile à surveiller) n'est pas facilitée et en partie parce que les migrants sans papiers deviennent extrêmement difficiles à enquêter. Risque de détention et d'expulsion. La meilleure source de données disponibles sur le nombre d'émigrés en RDC en Angola que nous avons trouvé était l'estimation de 258 105 individus de la Division de la population des Nations Unies de 2017. C'est nettement inférieur aux estimations de la presse de 500 000 individus. Nous proposons donc d'ajuster quelque peu les estimations de l'ONU à 300 000 individus, dont la grande majorité est probablement des sans-papiers.

4.3.2 Belgique

La Belgique a une relation de longue date avec la RDC, y compris une longue histoire de migration. En conséquence, il y a une assez grande quantité de recherche disponible sur ce couloir de migration. Les estimations de la taille de la population de la RDC en Belgique sont les suivantes:

- Sumata (2018) suggère qu'en 2014, le ministère belge de l'Immigration fédérale a enregistré environ 22 000 migrants congolais. Il suggère en outre que si les sans-papiers et les migrants de deuxième génération sont inclus, la diaspora pourrait être aussi grande que 40 000 individus.
- Bruyn & Wets (2006) a de nouveau mis la taille de la population documentée autour de 22 000, mais suggère que certains informateurs pensent que la population totale de la diaspora peut atteindre 80 000 individus
- Bruyn (2017) estime la taille de la population d'origine migrante de la RDC en Belgique à 82 296 individus

La Division de la Population des Nations Unies estime le stock de migrants Congolais en Belgique à la mi-2017 était de 20 359 individus (voir Tableau 15).

Ces chiffres se répartissent assez régulièrement entre 22 000 et 20 000 migrants documentés. Cependant, moins de clarté est disponible en ce qui concerne le reste de la population migrante. Les migrants de deuxième et de troisième génération ont généralement des liens plus ténus avec le pays d'origine et sont donc moins susceptibles d'effectuer des transferts. Nous préférierions donc idéalement les exclure de l'estimation de la taille de la population migrante. Les estimations qui atteignent jusqu'à 80 000 personnes incluent explicitement ces personnes nées en Belgique et ne sont donc pas adaptées à notre objectif. Les données disponibles sur la proportion de sans-papiers entrant en Europe suggèrent cependant qu'elles constituent la minorité de voyageurs.

Nos estimations de taille de la population de la diaspora Congolaise en Belgique est donc la suivante:

- 21 000 migrants documentés
- 10 500 personnes de plus (soit la moitié de la population documentée), soit documentées, soit nées en Belgique, mais conservant des liens suffisamment forts avec la RDC pour les remettre
- La population totale versée estimative est donc de 31 500.

4.3.3 Burundi ¶

Nous avons pu trouver peu de données disponibles sur la taille de la population congolaise résidant au Burundi. Notre estimation sera donc basée sur l'estimation de 173 417 individus de la Division de la Population des Nations Unies de 2017.

4.3.4 Canada ¶

Selon le recensement canadien de 2016, 7 400 personnes ayant la nationalité congolaise résident au Canada. Cependant, cela semble considérablement sous-estimer le nombre total de personnes d'origine congolaise présentes au Canada. Par exemple, les séries chronologiques sur la délivrance du statut de résident permanent suggèrent qu'entre 2000 et 2016, 24 590 personnes nées en RDC ont obtenu la résidence permanente au Canada. L'estimation de Flahaux & Schoumaker (2016) d'environ 30 000 résidents congolais au Canada semble donc plus vraisemblablement exacte et, en fait, peut être une sous-estimation de la taille réelle de la population.

4.3.5 Congo-Brazzaville ¶

Une grande partie de la population du Congo-Brazzaville vit à proximité de la frontière avec la RDC. Les capitales respectives, Brazzaville et Kinshasa, se font face à travers le fleuve Congo, et les deux pays partagent 1 229 km de frontières. Comme l'a souligné Lututala (2014, 27), avant la colonisation, la RDC, le Congo-Brazzaville et l'Angola faisaient tous partie de l'Empire du Congo. Il existe donc des liens ethniques forts entre ces régions qui facilitent la migration, et dans certains cas, il existe des modèles de migration circulaire qui soutiennent les familles à travers les frontières. La migration économique de la RDC vers le Congo-Brazzaville est également encouragée par l'amélioration du niveau de vie et l'amélioration des opportunités de travail à travers la frontière.

Cela dit, il semble y avoir des tensions socio-économiques importantes autour des populations migrantes résidant au Congo-Brazzaville. Par exemple, dans une période d'instabilité d'un peu plus d'un mois en 2014, plus de 80 000 émigrés congolais auraient été expulsés du Congo-Brazzaville. Cela concerne à la fois le niveau de risque d'expulsion auquel les migrants sont exposés et la taille de la population de la RDC au Congo-Brazzaville.

En 2017, la Division de la Population des Nations Unies a estimé que 172 923 émigrés de la RDC étaient situés au Congo-Brazzaville. Malheureusement, nous n'avons pas été en mesure

de trouver d'autres sources de données à comparer avec ces chiffres, et c'est donc l'estimation que nous utiliserons.

4.3.6 France ¶

En 2014, les données officielles françaises estimaient que 74 755 personnes nées en RDC résident en France. La seule autre estimation de la taille de la population de la RDC en France que nous avons pu trouver est celle de Bazenguissa-Ganga (2005, pp. 9), qui estime que la population totale des migrants de RDC et du Congo-Brazzaville en France en 2003 est de 144 508 individus. Compte tenu de la taille la plus grande de la population de la RDC par rapport au Congo-Brazzaville, on peut supposer que la majeure partie de ce total comprend des émigrés de la RDC.

Bazenguissa-Ganga fonde son estimation sur le nombre officiel de migrants et de réfugiés, ainsi qu'une analyse de la forte proportion de demandes d'asile historiques de Congolais en France qui ont été rejetées. Son hypothèse est que la plupart des demandeurs d'asile déboutés continuent de vivre en France en tant que migrants sans papiers, et qu'environ 40% de la population migrante au total est sans papiers. Comme il l'observe:

« De 1981 à 1993, l'OFPPRA a enregistré 43 241 demandes présentées par la RDC, avec seulement 5 568 de ces demandes acceptées et 37 673 refusées. En 2000, 705 réclamations ont été acceptées sur 2 901 réclamations, laissant 2 196 réclamations rejetées ».

Compte tenu de ces considérations, il semble probable que l'estimation de la population produite par les statistiques officielles françaises sera probablement faible. Nous estimons donc que la population totale de la RDC en France est d'environ 90 000 individus.

4.3.7 Rwanda ¶

Depuis le génocide rwandais en 1994, la frontière entre le Rwanda et la RDC a été caractérisée par le conflit armé et le mouvement des réfugiés. Bien que le niveau de conflit soit actuellement beaucoup plus bas qu'il ne l'a été récemment, le territoire frontalier de l'Est du Congo est toujours occupé par un certain nombre de milices et la violence est donc en

cours. Cela implique non seulement une reconstitution permanente du stock de réfugiés congolais en RDC, mais aussi que le retour au pays sera rendu plus difficile par la présence de combattants armés dans la région.

Selon les estimations du Rwanda, le recensement en 2012 révèle qu'il y a 158 829 migrants nés en RDC au Rwanda et 21 110 migrants autres plus récents en provenance de la RDC, pour une population totale de 179 939. Ceci est à peu près semblable à l'estimation de la Division de la Population de l'ONU de 2017, qui est de 231 438 Congolais au Rwanda. Nous n'avons trouvé que ces deux sources de données, et adopterons donc l'estimation plus récente de 231 438 Congolais au Rwanda.

4.3.8 L'Afrique du Sud ¶

FinMark Trust (2016) examinent les données disponibles sur les résidents congolais en Afrique du Sud et trouvent des raisons de croire que les données officielles collectées par les agences de statistiques sont susceptibles de sous-estimer substantiellement la taille réelle de la population. Alors que le recensement de 2011 a trouvé 25 630 Congolais en Afrique du Sud, et que l'enquête communautaire de 2016 a estimé à 31 504, FinMark Trust (2016) suggèrent qu'une estimation plus réaliste de la taille de la population totale est de 64 075 individus. 74,3% de ces individus ont un statut migratoire documenté.

4.3.9 Etats-Unis ¶

Un examen des données du recensement américain pour la période 2008-2012 a estimé qu'il y avait en moyenne 15 000 individus nés en RDC résidant aux États-Unis, soit environ 0,9% du total des immigrants africains aux États-Unis. Cependant, il convient de noter que cela contraste avec les données publiées par le Department of Homeland Affairs, qui suggère que de 2007 à 2016, 31 706 personnes de la RDC ont obtenu le statut de résident permanent légal aux États-Unis. Selon Flahaux et Schoumaker (2016), environ 30 000 Congolais résidaient aux États-Unis, ce qui semble plus vraisemblable compte tenu du nombre de résidents permanents (et pourrait en fait être sous-estimé).

4.4 Résumé des estimations de migration

Le tableau 19 ci-dessous résume nos estimations en ce qui concerne la taille de la population et tente de subdiviser davantage la population d'émigrés en fonction du statut migratoire. Pour les besoins de cet exercice, nous supposons que dans le monde développé, 1 migrant sur 3 est sans papiers. En revanche, dans les pays africains, 9 migrants sur dix sont supposés être sans papiers. En effet, il est beaucoup plus facile pour un migrant sans papiers de voyager à l'étranger vers un pays du même continent; et parce que beaucoup de pays de la région n'ont pas de cadres d'immigration bien développés, ce qui rend plus difficile l'obtention du statut de migrant documenté. L'exception est l'Afrique du Sud, où nous nous appuyons sur l'hypothèse de FinMark Trust (2016) selon laquelle 74,3% des Congolais sont documentés.

Tableau 19 : Estimation de la taille de la population émigrée de la RDC dans les neuf pays d'intérêt

	Estimation des Migrants documentés	Estimation des migrants sans papiers	Total
Angola	30 000	270 000	300 000
Belgique	21 000	10 500	31 500
Burundi	17 342	156 075	173 417
Canada	20 000	10 000	30 000
Congo (Brazzaville)	17 292	155 631	172 923
France	60 000	30 000	90 000
Rwanda	23 144	208 294	231 438
Afrique du Sud	47 608	16 467	64 075
États Unis	20 000	10 000	30 000
Total	256 386	866 967	1 123 353

Source: Divers, comme discuté dans le texte ci-dessus; propres estimations

5 ESTIMATION DU MARCHÉ DES TRANSFERTS

La dernière étape de l'analyse consiste à combiner les résultats de l'enquête bibliographique en ce qui concerne les schémas de rémunération moyens, avec les estimations de la taille de la population migrante, afin d'obtenir une estimation du total des envois vers la RDC des neuf pays examinés. Nous examinerons également les spécificités de la situation de chaque pays afin de déterminer si les moyennes doivent être ajustées.

Veillez noter que la taille de la population du pays et le PIB par habitant sont tirés du World Facebook de la CIA, disponible en ligne sur cette adresse : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>. La proximité de la RDC est estimée à l'aide de Google Maps.

5.1 Angola

- **Population totale** : 29 310 273 (estimation de juillet 2017)
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)**: 6 800 dollars (2017 est.)
- **Proximité de la RDC**: frontière commune
- **Proportion de réfugiés émigrés** : 15%

L'Angola représente un environnement économique nettement plus dynamique que la RDC, avec un PIB par habitant de 6 800 dollars, bien plus élevé que les 800 dollars de la RDC. La population migrante est principalement composée de migrants économiques plutôt que de personnes déplacées, et la frontière commune et les courtes distances impliquées devraient faciliter les transferts. Cependant, les restrictions à l'exportation de capitaux sont strictes, ce qui réduit l'utilisation des canaux formels.

« Ici en Angola, il n'est pas facile d'envoyer de l'argent à l'étranger par l'intermédiaire des banques; J'utilise aussi ce canal parce que je n'aime pas les moyens informels. Je suis un citoyen congolais bien connu vivant ici, les banques me connaissent très bien; C'est pourquoi les banques facilitent mes transferts. Mais ils ne permettent à aucun autre citoyen congolais d'envoyer de l'argent comme ça ».

Nous estimons donc que les migrants en Angola remettront un montant pour l'Afrique; mais que 5% de plus que la moyenne versée, et seulement 20% des migrants documentés utiliseront des voies formelles. Le montant total versé à la RDC par l'Angola estimé par les Etats – Unis est de 69,75 millions de dollars, dont 97% sont remis de manière informelle.

5.2 Belgique

- **Population totale** : 11 491 346 (estimation de juillet 2017)
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)**: 46 300 \$ (estimation de 2017)
- **Proximité de la RDC** : 6 243 km au large (d'une capitale à une autre)
- **Proportion de réfugiés émigrés**: 4%

La Belgique a une population assez importante de migrants en RDC, et cette communauté est de longue date. En conséquence, des liens profonds se sont développés entre la RDC et la Belgique, et les canaux de transfert de fonds formels et informels sont bien développés. Le district de Matonge en Bruxelles, par exemple, abrite de nombreux organismes congolais entre lesquels les membres de la diaspora peuvent choisir. La proportion d'émigrés réfugiés est également faible. En conséquence, nous supposons que la proportion de migrants belges qui font des transferts est supérieure à 5% de la moyenne.

L'estimation de la taille du marché des envois de fonds qui en résulte est de 22 \$. 52 millions par an, avec 71% des fonds transférés de manière informelle.

5.3 Burundi

- **Population totale**: 11 466 756
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)**: 800 \$ (2017 est.)
- **Proximité de la RDC**: frontière commune
- **Proportion de réfugiés émigrés**: 36%

Le Burundi est un pays extrêmement pauvre, avec des niveaux de PIB par habitant égaux à ceux de la RDC. En outre, une proportion élevée de la population migrante est composée de personnes déplacées et les envois de fonds doivent se faire à travers une frontière encore soumise à la violence des milices. Nous supposons donc que les migrants congolais versent 15% de moins par an que la moyenne, et que 15% moins d'entre eux le font.

L'estimation de la taille du marché qui en résulte est de 20.56 millions dollars par an, dont environ 95% transfèrent probablement par des voies informelles.

5.4 Canada

- **Population totale** : 35 623 680 (estimation de juillet 2017)
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)**: 48 100 \$ (estimation de 2017)
- **Proximité de la RDC** : 10 446 km au large (d'une capitale à une autre)
- **Proportion de réfugiés émigrés**: 8%

Le Canada est un pays à revenu élevé avec un régime d'immigration assez permissif, et la population de la RDC compte relativement peu de personnes déplacées. Cependant, notre recherche principale a indiqué que les canaux informels d'envois de fonds sont relativement peu développés au Canada et se limitent en grande partie au transfert de fonds par une personne qui voyage. Nous supposons donc que seulement 30% des migrants documentés font des transferts de manière informelle. L'estimation du marché des envois de fonds est de 19.80 millions de dollars par an, dont 49 % transfèrent de manière informelle.

5.5 Congo-Brazzaville

- **Population totale**: 4 954 674
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)**: 6 700 \$ (estimation de 2017)
- **Proximité de la RDC**: frontière commune

- **Proportion de réfugiés émigrés: 9%**

Le Congo-Brazzaville ressemble beaucoup à l'Angola en tant que destination de migrants: son PIB par habitant est nettement plus élevé, les migrants sont principalement des migrants économiques plutôt que des personnes déplacées, et la frontière commune et les courtes distances facilitent les transferts. Par conséquent, comme pour l'Angola, nous supposons que 5% de plus de migrants feront des transferts en moyenne. L'estimation du marché des envois de fonds qui en résulte est de 40.20 millions de dollars par an, dont environ 95% de transferts par des voies informelles.

5.6 France

- **Population totale: 67 106 161**
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants): 43 600 \$ (estimation de 2017)**
- **Proximité de la RDC : 6 064 km au large (d'une capitale à une autre)**
- **Proportion de réfugiés émigrés: 18%**

Comme la Belgique, la France compte une population assez importante de migrants en RDC, bien que d'origine un peu plus récente. La taille de la communauté signifie que les voies de transfert sont relativement bien développées et que la proportion d'émigrés réfugiés est relativement faible. Le quartier de Château Rouge à Paris en particulier, offre un large éventail d'options pour des transferts formels et informels. En conséquence, nous supposons que la proportion de migrants français qui transfèrent est supérieure à 5% en moyenne.

L'estimation de la taille du marché des envois de fonds qui en résulte est de 64,35 millions de dollars par an, avec 71% des fonds transférés de manière informelle.

5.7 Rwanda

- **Population totale: 11 901 484**
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants): 2 100 \$ (2017 est.)**

- **Proximité de la RDC:** frontière commune
- **Proportion de réfugiés émigrés:** 36%

Comme on l'a vu au Burundi, au Rwanda, une forte proportion de la population migrante est composée de personnes déplacées et les envois de fonds doivent se faire à travers une frontière encore soumise à la violence des milices. Cependant, le PIB par habitant du Rwanda est nettement plus élevé que celui du Burundi, mais inférieur à celui des autres pays de cet échantillon. Nous supposons donc que les migrants de la RDC au Rwanda versent 10% de moins par an que la moyenne, et que 15% de moins d'entre eux versent effectivement.

L'estimation de la taille du marché des envois de fonds qui en résulte est de 29,06 millions dollars par an, dont 95% transférés de manière informelle.

5.8 Afrique du Sud

- **Population totale :** 54 841 552
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants):** 13 400 \$ (estimation de 2017)
- **Proximité de la RDC :** 2 739 km par voie terrestre (d'une capitale à autre)
- **Proportion de réfugiés émigrés :** 51%

L'Afrique du Sud est le revenu le plus élevé des pays africains étudiés, et donc une certaine proportion de migrants en RDC ont probablement un bon potentiel de revenu là-bas. Cependant, la proportion de migrants qui sont des personnes déplacées est élevée et la route terrestre que les envois de fonds informels doivent suivre est longue. En conséquence, nous supposons que les migrants en Afrique du Sud versent 10% de plus que la moyenne régionale, et que seulement 50% des migrants documentés utilisent des voies informelles. L'estimation de la taille du marché des envois de fonds qui en résulte est de 17 80 millions de dollars par an, dont 60% transitent par des voies informelles.\$

5.9 Etats-Unis

- **Population totale** : 326 625 791 (estimation de juillet 2017)
- **PIB par habitant, PPA (dollars internationaux courants)**: 59 500 \$ (estimation de 2017)
- **Proximité de la RDC** : 10 528 km au large des côtes (d'une capitale à autre)
- **Proportion de réfugiés émigrés** : 7%

Les États-Unis ont le PIB le plus élevé par habitant dans l'échantillon global, et la population émigrée y est relativement peu nombreuse. Nous supposons donc que les migrants aux États-Unis versent 5% de plus par an que la moyenne. Dans notre recherche primaire, les répondants ont indiqué que l'utilisation de canaux informels est fortement réglementée et surveillée aux États-Unis, et que, par conséquent, les niveaux d'utilisation des voies informelles sont faibles. En conséquence, nous supposons que seulement 30% des migrants formels effectuent des transferts via des voies informelles.

« Je l'ai utilisé de cette façon, mais une seule fois, et j'ai entendu des gens parler de mauvaises choses à ce sujet, je ne pense même pas que je vais l'utiliser à nouveau ».

L'estimation de la taille du marché des transferts de fonds qui en résulte est de 20.79 millions de dollars par an, avec 49 % de transfert par des voies informelles.

5.10 Résumé sur l'estimation de la taille du marché

Nous résumons nos résultats dans le tableau 20 ci-dessous. Comme on peut le voir, le montant total des transferts de fonds en RDC provenant de ces neuf pays de destination est de l'ordre de 305 dollars par an, dont 81% devraient provenir de circuits informels. Le plus grand de ces marchés est l'Angola, suivi par la France et le Congo-Brazzaville. 58% des envois de fonds proviennent d'autres pays africains et 92% des envois de fonds africains sont faits de manière informelle.

Tableau 20 : Envois de fonds en RDC provenant de neuf destinations de migrants

	Total des migrants	% remettant	Montant moyen versé annuellement	Total des envois de fonds informels (en millions de dollars EU)	Total des envois de fonds formels (en millions de dollars EU)	Total des envois de fonds (M \$ US)	% informel
Angola	300 000	50%	500 \$	67,95 \$	1,80 \$	69,75 \$	97%
Belgique	31 500	65%	1 000 \$	15,97 USD	6,55 \$	22,52 \$	71%
Burundi	173 417	30%	425 \$	19,50 \$	1,06 USD	20,56 \$	95%
Canada	30 000	60%	1 000 \$	9,72 \$	10,08 USD	19,80 \$	49%
Congo (Brazzaville)	172 923	50%	500 \$	38,13 \$	2,08 USD	40,20 \$	95%
France	90 000	65%	1 000 \$	45,63 \$	18,72 \$	64,35 \$	71%
Rwanda	231 438	30%	450 \$	27,56 \$	1,50 \$	29,06 \$	95%
Afrique du Sud	64 075	45%	550 \$	10,74 \$	7,07 \$	17,81 \$	60%
États Unis	30 000	60%	1 050 \$	10,21 \$	10,58 USD	20,79 USD	49%
Total	1 123 353			245,40 \$	59,44 \$	304,84 \$	81%

Source: estimations propres

Nous avons également vérifié ces chiffres par rapport aux sources officielles. La plupart des transferts formels vers la RDC semblent se produire via des agences de transfert d'argent. En 2016, la Banque Centrale du Congo a indiqué que ces agences avaient reçu 335 millions de dollars et un petit montant supplémentaire en euros (voir le tableau 21). Ce montant est considérablement plus élevé que notre estimation de seulement 52 millions de dollars américains par année, transférés formellement pour les neuf pays de l'échantillon. Cependant, nous soupçonnons que dans la pratique, une grande partie de ces fonds représentent des transactions commerciales plutôt que des envois de fonds interpersonnels, car la méfiance à l'égard du système bancaire reste élevée.

Tableau 21 : Transferts internationaux en RDC par des agents de transfert d'argent agréés (" Messageries Financières ")

	Montant
Transferts internationaux reçus en \$	335 518 871
Transferts internationaux reçus EURO	360 172
Transferts internationaux émis ou envoyés en \$	201 602 801
Transferts internationaux émis ou envoyés en EURO	0

Source: Rapport annuel de 2016 de la Banque Centrale du Congo

Il convient également de noter que les estimations bilatérales des envois de fonds de la Banque Mondiale en 2016 pour la RDC ne s'élèvent qu'à 5 millions de dollars par an. Ces estimations sont fondées sur l'analyse par le personnel dans la base de données de la Banque Mondiale, du FMI sur les statistiques de la balance des paiements et des données provenant d'autres sources officielles, et tentent vraisemblablement d'éliminer les transactions commerciales. Bien que ces autres estimations de données présentent un intérêt, elles ne permettent pas de déterminer clairement si nos estimations sont susceptibles d'être correctes ou non.

6. CONCLUSIONS

La migration substantielle en provenance de la RDC a été provoquée par de graves bouleversements économiques et politiques. En conséquence, les transferts de fonds envoyés par les migrants congolais revêtent une importance disproportionnée pour les ménages qui les reçoivent et jouent un rôle crucial dans la stabilisation du revenu des ménages pour de nombreux bénéficiaires. Cependant, l'instabilité politique et économique a également déstabilisé le système de paiement formel, et entraîné une forte proportion de paiements dans l'économie monétaire, et les méthodes informelles de transaction. Simultanément, l'environnement réglementaire semble s'être davantage concentré sur la prévention des abus de blanchiment d'argent que sur l'accès au financement. La possibilité de faciliter les marchés des transferts de fonds en RDC et, ce faisant, d'améliorer l'accès des populations extrêmement vulnérables aux services et ressources financiers, est donc considérable. Étant donné que la plus grande partie d'argent transférée provient probablement d'autres pays africains, il serait approprié de mettre l'accent sur la facilitation des marchés régionaux.

7. BIBLIOGRAPHIE

- Adovor, E. (2011). Remittances in Africa. The World Bank Group, The European Commission.
- Bazenguissa-Ganga, R. (2005). Democratic Republic of Congo (Congo-DRC) and Republic of Congo (Congo) Country Study. A part of the report on Informal Remittance Systems in Africa, Caribbean and Pacific (ACP) countries (Ref: RO2CS008).
- Bollard, A., McKenzie, D., & Morten, M. (2010). The Remitting Patterns of African Migrants in the OECD. The World Bank Development Research Group, Policy Research Working Paper 5260.
- Crush, J., & Williams, V. (2001). Making Up the Numbers: Measuring "Illegal Immigration" to South Africa. Migration Policy Brief No.3. SAMP.
- de Bruyn, T. (2017). Remittances from Belgium as a lever for development. Research conducted for 11.11.11.
- de Bruyn, T., & Wets, J. (2006). Remittances in the Great Lakes Region. IOM Migration Research Series No. 25.
- FinMark Trust. (2012). The South Africa-SADC remittance channel. FinMark Trust.
- FinMark Trust. (2016). Updating the South Africa-SADC remittance channel estimates. FinMark Trust.
- Flahaux, M., & Schoumaker, B. (2016). Democratic Republic of the Congo: A Migration History Marked by Crises and Restrictions. Available from <https://www.migrationpolicy.org/article/democratic-republic-congo-migration-history-marked-crises-and-restrictions>.
- Flahaux, M., Schoumaker, B., Gonzalez-Ferrer, A., & Baizan, P. (2013). Determinants of Migration between Africa and Europe: the DR-Congo case. MAFE Working Paper 23.

- Freund, C., & Spatafora, N. (2005). Remittances: Transaction Costs, Determinants, and Informal Flows. World Bank Policy Research Working Paper 3704.
- Gambino, C. P., Trevelyan, E. N., & Fitzwater, J. T. (2014). The Foreign-Born Population From Africa: 2008–2012. American Community Survey Briefs ACSBR/12-16.
- Gabel, I. (2008). The Political Economy of Remittances: What Do We Know? What Do We Need to Know? Political Economy Research Institute Working Paper Series 184.
- Inaka, S. J. (2014). Congolese immigrant workers in Pretoria, South Africa: a sociological approach in the age of migration. Master's dissertation, University of Pretoria.
- Kankonde, P. (2009). The Ties that Bind and Bond: Socio-cultural Dynamics and Meanings of Remittances among Congolese Migrants in Johannesburg. Thesis submitted to the Faculty of Humanities, University of the Witwatersrand, Johannesburg, in fulfilment of the requirements for the degree of Master of Arts by Dissertation.
- Lendele, K., & Kimona-Mbinga, J. (2005). Nature et spécificité de la dollarisation de l'économie congolaise (RDC). *Mondes en développement*, no 130,(2), doi:10.3917/med.130.0041, 41-62.
- Lobo, M. (2012). The impact of the introduction of a financial messaging on the profitability of a bank. Western Union International Case in the International Bank of Credit, from 2007 to 2011. Available from https://www.memoireonline.com/10/13/7476/m_Limpact-de-lintroduction-dune-messagerie-financiere-sur-la-rentabilite-dune-banque-Ca5.html.
- Lututala, B. M. (2014). Chapter 2: Intra- and Extraregional Migration in the South: The Case of Africa . In R. e. Anich, *A New Perspective on Human Mobility in the South*. *Global Migration Issues* 3, DOI 10.1007/978-94-017-9023-9_2.
- Mangalu Mobhe, A. (2010). Les transferts des émigrés congolais vers les ménages de la ville de Kinshasa: niveau et déterminants. MAFE Working Paper 10.

- Mangalu Mobhe, A. (2012). Analyse comparative des migrations congolaises vers l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie. Available from <https://www.imi.ox.ac.uk/files/events/mangalu.pdf>.
- Michielsens, J., Notteboom, E., & Lodewyckx, I. (2012). Diaspora en ontwikkelingssamenwerking. Een onderzoek naar de rol van de diaspora uit Congo, Ghana en Marokko bij ontwikkelingssamenwerking en de samenwerking met de stad Antwerpen.
- Mohogu, M. (2006). African remittance Markets in the Netherlands. Cordaid.
- National Institute of Statistics of Rwanda. (2014). Thematic Report: Migration and spatial mobility. Fourth Population and Housing Census, Rwanda, 2012.
- Nzamawita, J. (2016). Exploring the link between international migration and remittances: A case study of African immigrants in Cape Town, South Africa. Cape Town: University of Western Cape.
- Office of Immigration Statistics. (2017). 2016 Yearbook of Immigration Statistics. U.S. Department of Homeland Security.
- Scalabrini Institute for Human Mobility in Africa (SIHMA). (2014). Migration Profile: Angola 2014. Cape Town, South Africa.
- Schoumaker, B., & Flahaux, M. (2013). Changing patterns of Congolese migration. MAFE Working Paper 19.
- Schoumaker, B., & Flahaux, M. (2016). Democratic Republic of the Congo: A Migration History Marked by Crises and Restrictions. <https://www.migrationpolicy.org/article/democratic-republic-congo-migration-history-marked-crises-and-restrictions>.
- Sumata, C. (2002). Migradollars & Poverty Alleviation Strategy Issues in Congo (DRC). Review of African Political Economy Volume 29, Issue 93-94, 619-628.
- Sumata, C. (February 27, 2018). The Congolese diaspora and the politics of remittances. Event hosted by The Ohio State University (Columbus), sponsored by the Department of African-American and African Studies & the Center for African Studies

Thom, M., Cooper, B., Weideman, J., Coetzee, W., Gray, J., Hougaard, C., & Plessers, H. (2016). Democratic Republic of the Congo: Financial inclusion country report. UNCDF MAP.

8. APPENDIX 1: PRIX DES TRASFERT CHEZ LES MESSAGERIES FINANCIERES ET LES BANQUES PAR TRANCHES HOR MIS LE COUT DU TAUX DE TAUX DE CHANGE

Bien que nous ayons pu obtenir des frais de transaction par tranches auprès d'un certain nombre d'institutions, les données sur les coûts du taux de change n'étaient pas disponibles. Les frais indiqués ci-dessous sous-estiment donc le coût réel des transactions

Frais transfert internationaux via les banques

International bank transfer charges:

- **Pro Credit bank** = 0.75% (hors TVA) du montant transféré sans Token et avec Token c'est 0.35% hors TVA
- **TMB bank** = 1% (Hors TVA) du montant transféré mais le taux peut réduit si le montant à transférer est élevé.

Frais chez les messageries financières:

Tableau 6: Prix Western Union en USD

Montant de la transaction en USD	USA, Canada, Inde, Chine, Liban, Emirats et Turquie	Congo-Brazzaville	Angleterre, France, Belgique, Grèce et Allemagne	Autres pays
0 - 50	6%	4%	6%	8%
51 - 200		5%	5%	5%
201 - 300			4%	4%
301 - 700				5%
701 - 900				3%
901 - 1 000	3%	3%	3%	3%
1 001 - 1 500				4%
1 501 - 2 000				2%
2 001 - 3 000	2%			
3 001 - 4 000	2%			
4 001 - 7 500		2%		

Source: Compilée par l'équipe de recherche

Tableau 12: Prix de Money Gram en USD

Montant de la transaction en USD	Burundi, RCA, Congo, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Ouganda, et Zambie	Belgique and France	Chine
1 - 50	10%	12%	14%
51 - 100	9%		
101 - 200	6%	9%	11%
201 - 300	5%	8%	10%
301 - 400			9%
401 - 500			7%
501 - 800	4%	7%	7%
801 - 1 000		6%	6%
1 001 - 1 250			5%
1 251 - 1 500		5%	5%
1 501 - 2 000	3%	4%	3%
2 001 - 4000			2%
4 001 - 9990			

Source: compilé par l'équipe de recherche

